

Ouyahia assure que l'APN ne sera pas dissoute

Palestine

Israël réduit la zone de pêche de Ghaza

Les DEBATS

Votre quotidien national

A 88 milliards de dollars

Les réserves de change continuent à baisser

Les réserves de change de l'Algérie ont baissé à 88,61 milliards de dollars à la fin juin 2018 contre 97,33 milliards de dollars à la fin décembre 2017, a appris l'APS auprès de responsables de la Banque d'Algérie.



Lutte contre le terrorisme

L'ONU exprime son intérêt pour l'expérience algérienne



Par Rachid Chihab

L'Algérie continue de séduire par son expérience en matière de lutte contre le terrorisme. En effet, les Nations unies ont souligné le rôle «actif» de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme international, mettant en exergue les initiatives et les mesures prises pour contrer ce fléau, aussi bien au niveau national, qu'international.

L'Algérie a «activement participé à un certain nombre d'initiatives de lutte contre le terrorisme aux niveaux mondial, régional et bilatéral», relève le secrétaire général, Antonio Guterres, dans son rapport sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, publié à New York à l'occasion d'une réunion sur la prévention du terrorisme international organisée par la 6^{ème} commission de l'ONU chargée des questions juridiques.

Parmi ces initiatives, le rapport cite en particulier celles menées avec l'Espagne, la Russie, l'Indonésie, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord et les Etats-Unis.

Le rapport, se basant sur des données recueillies auprès des pays sur des aspects liés à la lutte antiterroriste, rappelle que l'Algérie a ratifié les 19 instruments universels de lutte contre le terrorisme, ainsi que la Convention arabe relative à la répression du terrorisme, la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et la Convention de l'Organisation de la conférence islamique pour combattre le terrorisme international.

Pour la stabilité, la sécurité et la pérennité des ouvrages

Contrôle des structures hydrauliques, une priorité



A 88 milliards de dollars

Les réserves de change continuent à baisser

Les réserves de change de l'Algérie ont baissé à 88,61 milliards de dollars à la fin juin 2018 contre 97,33 milliards de dollars à la fin décembre 2017, a appris l'APS auprès de responsables de la Banque d'Algérie.



Par Massi S.

Le matelas de devises s'est ainsi contracté de 8,72 milliards de dollars (mds usd) en six mois. Pour rappel, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, avait indiqué que les réserves de change devraient s'établir à 85,2 mds usd à fin 2018 (l'équivalent de 18,8 mois d'importations), et à 79,7 mds usd en 2019 (18,4 mois d'importations) avant d'atteindre 76,2 mds usd en 2020 (17,8 mois d'importations).

Par ailleurs, le déficit de la balance des paiements de l'Algérie s'est réduit au 1^{er} semestre 2018 avec une baisse de plus de trois milliards de dollars par rapport à la même période de 2017, indique la Banque d'Algérie.

Le solde global de la balance des paiements a ainsi affiché un déficit de 7,93 milliards de dollars à la fin juin 2018 contre un déficit de 11,06 milliards de dollars à la fin juin 2017. La balance

des paiements se compose des flux, à la fois des biens (exportations et importations des marchandises), des services, des revenus, des transferts de capitaux et des flux financiers réalisés entre l'Algérie (Etat, entreprises et particuliers) et le reste du monde, c'est-à-dire l'ensemble des entrées et sorties de devises entre l'Algérie et les autres pays.

Par catégorie de ces flux, le déficit de la balance commerciale (marchandises) s'est établi à 3,58 milliards de dollars (mds usd) au 1^{er} semestre 2018 contre un déficit de 7,9 mds usd à fin juin 2017, soit un recul de 54,7%. Quant au poste Services hors revenus des facteurs, le déficit s'est réduit en passant à 3,8 mds usd à la fin juin 2018 contre un déficit de 4,35 mds usd à la fin juin 2017 (-13%), indique la même source.

Le poste des Services hors revenus des facteurs se compose notamment des prestations techniques assurées par les étrangers en

Algérie (bâtiment, travaux publics...) et par l'Algérie à l'étranger, ainsi que le transport assuré par les transporteurs étrangers pour les marchandises importées par l'Algérie (armateurs...) et les assurances à l'international.

En revanche, pour le poste Revenus des facteurs, le déficit s'est creusé à 1,84 mds usd contre un déficit de 1,23 mds usd à fin juin 2017.

Le poste Revenus des facteurs comprend, entre autres, les bénéfices rapatriés vers l'étranger par les entreprises étrangères actives en Algérie, les bénéfices réalisés par les sociétés algériennes à l'étranger...

Concernant les Transferts nets dont essentiellement les transferts des retraites et pensions vers l'Algérie, ils ont augmenté de 27,6% en passant à 1,73 mds usd à la fin juin 2018 contre 1,36 mds usd à la fin juin 2017.

Au total, le déficit du Compte courant de la balance des paiements s'est alors réduit à 7,48 mds usd à fin

juin 2018 contre un déficit de 12,12 mds usd à la même période de 2017.

Les investissements directs étrangers ont été de 631 millions de dollars au 1^{er} semestre 2018 contre 601 millions de dollars à la même période de 2017.

Concernant les réserves de change (or non compris), elles ont baissé à 88,61 mds usd à la fin du 1^{er} semestre 2018 contre 106,3 mds usd à la même période de 2017.

Par rapport à la fin décembre 2017, les réserves de change se sont contractées de 8,72 milliards de dollars en passant de 97,33 milliards de dollars à la fin décembre 2017 à 88,61 milliards à fin juin 2018, «soit légèrement plus que le déficit du solde global de la balance des paiements et ce, en raison notamment de l'effet de valorisation négative de près de 790 millions de dollars, lié à l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro entre janvier et juin 2018», relèvent les mêmes responsables.

M. S.

Guerre de libération nationale

Dix témoignages historiques recueillis à El Bayadh

Dix témoignages historiques sur la glorieuse guerre de Libération nationale ont été recueillis et enregistrés au courant de cette année dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des moudjahidine.

En marge de la commémoration du 62^{ème} anniversaire de la bataille de Chouabir, le même responsable a souligné que ces témoignages vivants de ceux qui ont vécu des événements historiques durant la guerre de Libération nationale contre l'occupant français totalisent plus de 18 heures et 20 minutes d'enregistrements sur différentes étapes de la révolution au niveau de la wilaya d'El Bayadh (Zone III de la Wilaya historique V).

Le nombre total des témoignages historiques collectés et enregistrés depuis 2015 jusqu'à l'année en cours a atteint 28 d'un volume horaire global de 35 heures et 37 minutes et l'opération se poursuit dans le cadre de l'écriture de l'histoire de l'Algérie durant la guerre de Libération nationale au profit des générations futures en application du programme du ministère des Moudjahidine pour recueillir les témoignages historiques de la glorieuse révolution de Novembre, a-t-on souligné.

La conférence historique commémorant le 62^{ème} anniversaire de la bataille de Chouabir, dont l'ouverture a été présidée par le wali d'El Bayadh, Mohamed Djamel Khanfar, en présence des autorités locales et de moudjahidine ayant vécu cette bataille, a été marquée par une communication animée par l'universitaire Boutadjine Abdelkader, qui a souligné que cette grande bataille qui a eu lieu le 3 octobre 1956 dans la région de Chouabir adjacente aux montagnes de la région Al Qaâda à Aflou, relevant actuellement de la wilaya de Laghouat, s'est soldée par de lourdes pertes humaines et matérielles dans le camp de l'armée coloniale.

Le conférencier a ajouté que la direction du Front de libération nationale (FLN) avait formé quatre katibas (compagnies) de la Zone III, totalisant 80 moudjahids pour mener une attaque contre un camp de l'armée française dans la région d'Aflou où étaient faits prisonniers environ 400 détenus politiques algériens. La katiba dirigée par Lamari Mohamed a tendu une embuscade aux forces françaises un jour avant la bataille de Chouabir, occasionnant la mort de 39 soldats. Du renfort militaire a été ensuite envoyé dans la région qui a été le théâtre le lendemain de la bataille de Chouabir.

Selon des témoignages historiques, la bataille a vu la mort de 1 375 militaires français et de 28 chahids des rangs de l'ALN ainsi que 20 blessés. L'opinion française et les médias de l'époque ont abordé les grandes pertes infligées à l'armée française.

Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Keniber Djillali a estimé que la bataille de Chouabir, un des hauts faits de la région, appelant les jeunes à préserver les acquis réalisés et à servir le pays. Le wali d'El Bayadh, Mohamed Djamel Khanfar, a déclaré que cette bataille menée par des moudjahidine de la wilaya à l'instar des dirigeants Nour El Bachir, Lamari Mohamed et Moulay Brahim est une source de fierté pour la population de la wilaya. La cérémonie de commémoration de cet anniversaire a permis aussi d'honorer des moudjahidine vivants et autres, à titre posthume, qui ont participé à cette bataille.

Reda A.

Pour la stabilité, la sécurité et la pérennité des ouvrages

Contrôle des structures hydrauliques, une priorité

Par Karima Nacer

Afin de relever le défi en matière d'amélioration du service public de l'eau, le premier responsable de secteur insiste la généralisation du contrôle des structures hydrauliques à tous les niveaux. La qualité de l'eau est une priorité de gouvernement et aucune erreur n'est acceptée dans ce domaine vital. Ainsi, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, insiste sur un contrôle rigoureux de toutes les structures hydrauliques. «La culture du contrôle technique dans le secteur hydraulique doit être inculquée à l'ensemble des acteurs du secteur», a indiqué le ministre lors

d'un point de presse en marge de la Journée technique sur le contrôle des constructions hydrauliques organisée par le ministère des Ressources en eau en collaboration avec l'organisme national de Contrôle technique de la construction hydraulique (CTH). L'occasion pour Necib de sensibiliser les acteurs et le monde universitaire du secteur autour du contrôle technique des structures hydrauliques. Le CTH doit s'impliquer «systématiquement» dans les opérations de contrôle et de suivi de tous les travaux de réalisation hydraulique pour une conformité totale avec les dispositions relatives au contrôle technique obligatoire, a encore affirmé l'intervenant.

La rencontre a également permis de faire le bilan des missions de contrôle technique du CTH garant en matière de fiabilité et de conformité des constructions, selon M. Necib. Cette fiabilité est un point essentiel de la stabilité, la sécurité et la pérennité des ouvrages pour exploiter de manière optimale ces infrastructures, a fait savoir le ministre. Les acteurs du secteur hydraulique, institutions et experts, ont également examiné l'ensemble des possibilités de renforcement de l'organisme de contrôle technique. Pour M. Necib, il s'agit d'encourager le CTH à s'ouvrir à de nouvelles perspectives en matière de coopération internationale avec des laboratoires internationaux

pour un plus grand développement technologique dans ce domaine.

Pour mener au mieux les missions de l'organisme de contrôle, M. Necib a appelé à hisser l'expertise du CTH, «déjà positive», compte-tenu des défis importants auxquels doit faire face ce secteur.

Pour ce faire, le ministre a assuré le soutien de son département au développement de la technologie dans le secteur hydraulique, notamment à travers la coopération avec des laboratoires internationaux.

La formation est également un axe important du contrôle hydraulique, ce secteur se basant principalement sur la compétence humaine, a indiqué le même res-

ponsable.

Avec actuellement 500 collaborateurs et 1 000 projets, le centre technique intervient au cours de la conception, de la réalisation, mais aussi lors de l'exploitation des structures de l'hydraulique en cas d'anomalie.

Pour rappel, l'expertise du CTH a permis de contribuer à des projets structurants tels que les barrages de Safsaf (Tebessa), Kissir (Jijel) et Taksebt (Tizi Ouzou), ainsi que les transferts d'eau, Aïn Salah-Tamanrasset.

Le centre technique réalise également des audits au profit de l'ensemble des sociétés nationales du secteur hydraulique.

K. N.

ÉVÈNEMENT

Il estime qu'il n'y a pas de crise politique en Algérie

Ouyahia assure que l'APN ne sera pas dissoute

La crise qui secoue l'APN a fait réagir, hier, le secrétaire général du RND qui a assuré, contrairement à ce qui se dit, que la chambre basse du Parlement ne sera pas dissoute.



Par S. A. Mohamed

Ahmed Ouyahia a écarté la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN), en raison de l'appel à la démission du président de la chambre basse par des députés de la majorité, car «aucune crise politique n'existe dans le pays». M. Ouyahia a précisé, dans une conférence de presse, en marge du séminaire national de la femme, que l'Assemblée populaire nationale ne sera pas dissoute, car, a-t-il dit, «aucune crise politique n'existe dans le pays, mais un problème au sein de l'Assemblée», affirmant que «la Présidence de la République n'a rien à voir dans ce qui se passe au sein de l'hémicycle du Parlement». Si le retrait de confiance au président de l'Assemblée et la demande de sa démission n'étaient pas prévus dans la loi, «mais si ses collègues députés qui l'ont élu à la tête de l'instance se trouvent en désaccord avec lui, ceci est un fait», rappelant que «100 députés du RND avaient signé la motion de retrait de confiance au président de l'Assemblée». M.

Ouyahia a, en outre, fait part de son vœu de voir cette affaire prendre fin «dans le calme» et que le président de l'Assemblée, «le moudjahid respectable et qui s'est acquitté d'importants rôles dans sa vie, de militantisme, gardera son image positive et que ce blocage au sein de l'APN soit levé, tout en tirant les enseignements du message qui lui avait été adressé par 361 députés». Le secrétaire général du RND a indiqué que le projet de la Loi de finances n'est pas en danger, d'autant plus que la Constitution, à travers son dernier alinéa de l'article 138, stipule, qu'en cas de non-adoption par le Parlement, le Président de la République promulgue le projet de gouvernement par ordonnance. Ahmed Ouyahia a également déclaré, lors d'une conférence de presse en marge d'une rencontre des militants du parti, que la prochaine présidentielle se déroulera comme prévue en avril 2019 et que la décision d'un remaniement ministériel relève des prérogatives du Président de la République. «La prochaine présidentielle aura bien lieu en avril 2019» et faire le lien entre une dissolution du Parlement et des élections législa-

tives anticipées et le report de l'élection présidentielle est «une pure illusion politique», a-t-il ainsi affirmé. Tout remaniement ministériel «relève des prérogatives du Président de la République, cela n'est pas nouveau», a-t-il souligné, ajoutant que Ouyahia, en tant que Premier ministre, «dérange certains». S'agissant du Front populaire solide, il a assuré que son parti est «partie prenante» de même qu'il est «un allié» dans cette même initiative, avec le parti du Front de libération nationale (FLN). Concernant les changements opérés par le Président de la République au sein de l'Armée nationale populaire (ANP), le SG du RND a soutenu que «c'est là une question ordinaire dans le parcours de toute structure de l'Etat», ajoutant que «l'Armée est constamment disposée à accomplir sa mission et c'est là, le plus important». Ouyahia est, en outre, revenu sur d'autres questions d'actualité comme le 5 octobre 1988, les relations algéro-françaises et a également abordé le volet économique. A propos du 5 octobre, il dira : «Les événements du 5 octobre 1988, dont certaines parties considèrent comme le début du processus démocratique

en Algérie, ont poussé, en réalité, le pays vers l'anarchie, puis l'instabilité et enfin le terrorisme barbare». Il a ajouté que ces événements «n'étaient pas spontanés, mais entraient dans le cadre d'une manipulation et complot politiques», donnant pour preuve «son annonce trois jours plus tôt, suivi d'un désarmement des forces de police», affirmant qu'il viendra un jour «où tout sera écrit sur ces événements douloureux ayant endeuillé l'Algérie toute entière». A propos des relations algéro-françaises, Ahmed Ouyahia a précisé qu'il «n'y a pas de crise dans les relations algéro-françaises, mais nous avons un principe qu'ils (les Français) connaissent, et c'est la réciprocité», a-t-il ajouté. Pour ce qui est des déclarations de l'ancien ambassadeur de France en Algérie, Bernard Bajolet, M. Ouyahia a estimé qu'il serait intéressant que les analystes algériens lisent son livre en entier, précisant que dans cet ouvrage, où l'auteur évoque «des stations de sa carrière diplomatique en Syrie, en Irak et en Afghanistan, il a consacré à l'Algérie 30 pages, qui ne sont ni plus ni moins, qu'un torrent de haine». S.A.M.

FFS

Pour la consécration du 5 octobre «journée des libertés»

Le Front des forces socialistes (FFS) a plaidé hier à Boghni (38 km au sud-ouest de Tizi Ouzou) pour la consécration de la journée du 5 octobre «journée des libertés». Les événements d'octobre 1988 n'étaient ni «spontanés» ni «une manipulation», a considéré Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle de ce parti, qui a appelé lors d'un meeting célébrant la fondation du FFS et ces événements, à consacrer la journée du 5 octobre 1988 «journée des libertés». «Ce n'était pas une révolte spontanée ni une manipulation, mais l'expression du ras-le-bol des Algériens face au chômage et au mépris qu'ils vivaient, et aussi le cumul des luttes qui ont précédé ces événements», a souligné Laskri.

Etablissant un parallèle entre la fondation du FFS et ces événements, M.Laskri a fait état d'une «convergence d'idéaux» qui ont guidé les deux événements.

«La création du FFS comme les événements d'octobre 1988 sont guidés par les mêmes idéaux de démocratie, de justice sociale, de respect des libertés et de l'instauration d'un Etat de droit en Algérie», a-t-il déclaré. Mettant à profit ce rassemblement, le responsable du FFS réitérera l'engagement du FFS pour «la reconstruction du consensus national». Seule «une véritable réconciliation entre les Algériens et les institutions pourrait sauver le pays», a-t-il soutenu.

En outre, en abordant la prochaine élection présidentielle d'avril 2019, le responsable du FFS a plaidé pour «une élection présidentielle libre et indépendante qui permettra l'expression de la volonté populaire».

Reda A.

Lutte contre le terrorisme

L'ONU exprime son intérêt pour l'expérience algérienne

Par Rachid Chihab

L'Algérie continue de séduire par son expérience en matière de lutte contre le terrorisme. En effet, les Nations unies ont souligné le rôle «actif» de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme international, mettant en exergue les initiatives et les mesures prises pour contrer ce fléau aussi bien au niveau national qu'international.

L'Algérie a «activement participé à un certain nombre d'initiatives de lutte contre le terrorisme aux niveaux mondial, régional et bilatéral», relève le secrétaire général, Antonio Guterres, dans son rapport sur les mesures visant à élimi-

ner le terrorisme international, publié à New York à l'occasion d'une réunion sur la prévention du terrorisme international organisée par la 6^{ème} commission de l'ONU chargée des questions juridiques.

Parmi ces initiatives, le rapport cite en particulier celles menées avec l'Espagne, la Russie, l'Indonésie, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord et les Etats-Unis.

Le rapport, se basant sur des données recueillies auprès des pays sur des aspects liés à la lutte antiterroriste, rappelle que l'Algérie a ratifié les 19 instruments universels de lutte contre le terrorisme, ainsi que la Convention arabe relative à la répression du terrorisme,

la Convention de l'organisation de l'Unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et la Convention de l'Organisation de la conférence islamique pour combattre le terrorisme international.

L'Algérie a également adapté son propre cadre juridique pour le rendre conforme aux instruments internationaux en vigueur, notamment sur la question des terroristes étrangers, souligne le document. Aussi, un dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été institué en application des traités internationaux et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. En outre, plusieurs dispositions relatives au gel et à la saisie des avoirs

ont été mises en place dans le cadre d'un décret exécutif.

Le pays a également lancé d'«importantes initiatives en matière de prévention de la radicalisation et de lutte contre les idéologies extrémistes», note le secrétaire général.

Dans les informations communiquées à l'organisation onusienne, l'Algérie a exposé, dans le détail, les nombreuses mesures législatives et institutionnelles prises au fil des années en matière d'enquêtes et de poursuites relatives aux activités terroristes, relève l'ONU. Elle a attiré l'attention, parmi les mesures les plus récentes, sur certaines modifications apportées au Code pénal et au Code de procédure pénale, qui ont donné aux

autorités compétentes de nouveaux moyens.

Le document met en exergue «les nombreuses initiatives lancées par l'Algérie pour mieux assurer la sécurité intérieure ainsi que les réformes constitutionnelles de 2016 qui ont conduit au renforcement de l'Etat de droit, des institutions démocratiques et des droits de l'homme».

Intervenant lors de la séance plénière, l'ambassadeur et représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, Sabri Boukadoum, a indiqué que la lutte contre ce fléau exigeait une mobilisation et une coopération multidimensionnelle aux niveaux national, régional et international. R.C.

Dialogue 5+5

Privilégier des initiatives communes pour développer une économie maritime durable

Porter des initiatives communes auprès de l'UE et des bailleurs de fonds, dans le cadre du dialogue 5+5, permettra de développer une économie maritime durable, a estimé à Alger le directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Taha Hammouche.



Le responsable a coprésidé la 4^{ème} réunion du comité directeur de l'initiative pour le développement durable de l'économie bleue en méditerranée occidentale adoptée en novembre 2017 à Naples (Italie) et baptisée Westmed.

Le comité directeur, qui se

réunit chaque trimestre, est coprésidé chaque année par un pays différent de la rive nord et un autre de la rive sud de la Méditerranée. Cette année, le responsable algérien ainsi que le secrétaire général adjoint de la mer auprès du gouvernement français, Patrick Augier, coprésident le comité.

L'objectif de la réunion a consisté à tracer une feuille de route comportant les projets communs prioritaires en matière de développement des activités liées à la pêche et à l'aquaculture.

L'autre objectif des discussions a porté sur l'examen et l'échange autour du projet de déclaration qui sera entériné lors d'une conférence ministérielle des pays membres du dialogue 5+5 (5 pays du Nord et 5 pays du Sud de la Méditerranée) qui se tiendra le 4 décembre à Alger dans le cadre d'une économie maritime durable (économie bleue).

L'économie bleue est définie par l'utilisation de la ressource disponible localement pour répondre aux besoins tout en valorisant les déchets produits.

Les pays membres du dialogue 5+5 travaillent à réaliser des projets communs qui ont pour but de développer l'espace méditerranéen dans le cadre d'une économie maritime durable, a expliqué M. Hammouche.

Pour sa part, le secrétaire général adjoint de la mer auprès du gouvernement français, Patrick Augier, a indiqué que le comité directeur vise à élaborer une stratégie sur le bassin occidental de la méditerranée dans

l'objectif de «monter ensemble» des projets de développement de l'économie maritime.

Dans ce cadre, une feuille de route a été élaborée, au sein de laquelle figurent des thèmes prioritaires tels que la pêche durable, la protection de l'environnement et le développement du réseau économie bleue a expliqué M. Augier.

En ce sens, le comité travaille à fédérer différents pays pour développer des projets qui intéressent directement les acteurs économiques ou les membres des pays participants.

Le premier projet lancé, d'un financement de 800 000 euros, consiste en la mise en commun de moyens des membres pour réagir en cas de pollution maritime.

Selon le représentant français, deux autres projets sont en cours de développement d'ici à la fin de l'année en cours.

Le premier concerne le développement du réseau économique entre des entreprises des pays du nord et ceux du sud de la méditerranée. L'autre projet «pourrait concerner la pêche durable, notamment l'aquaculture», a confié M. Augier.

Pour rappel, l'initiative pour le développement durable de l'éco-

nomie bleue en méditerranée occidentale fait suite à la déclaration ministérielle sur l'économie bleue approuvée par l'Union pour la Méditerranée (UPM) en novembre 2015.

Cette initiative implique cinq pays partenaires, à savoir l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie et le Maroc au côté de cinq Etats membres de l'Union Européenne (France, Italie, Portugal, Espagne et Malte).

Bilal L.

Exportation

La certification des produits agricoles prise en charge par le ministère

Le problème de certification des produits agricoles destinés à l'exportation, est pris en charge par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a rassuré à Tizi Ouzou, le secrétaire général de ce département, Kamel Chadi.

Ce responsable, qui s'est rendu dans la capitale du Djurdjura pour présider la cérémonie de clôture du premier Salon national de l'agriculture et de l'innovation, qui a été marquée par la participation de 183 participants de 16 wilayas, a souligné que «le ministère de l'Agriculture est conscient de la contrainte de la certification et oeuvre à y apporter des solutions par notamment l'ouverture de nouveaux laboratoires».

M. Chadi répondait à la préoccupation d'un producteur d'huile de figue de barbarie, Mezred M'hamed, propriétaire d'une unité de transformation dans la commune d'Agouni Gueghrane (daïra des Ouadhias), qui a reçu plusieurs commandes d'huile, un produit vendu 1000 euros le litre et très demandé par des pays étrangers (Europe, USA, Moyen-Orient) et d'importateurs étrangers et qu'il n'a pas pu satisfaire faute de certification de son produit. Une solution au problème posé par ce producteur sera trouvée au niveau local, avec la direction du commerce, en attendant l'ouverture prochaine d'un laboratoire d'analyse et de certification par l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, a indiqué à l'APS, le directeur local des Services agricoles, Laïb Makhlof, précisant que l'ouverture de ce laboratoire va encourager et booster l'exportation de produits locaux.

Reda A.

Sud-ouest du pays

ATS compte développer et diversifier ses activités

L'entreprise Algérie Telecom Satellite (ATS), filiale du groupe public Télécom Algérie, compte développer et diversifier prochainement ses activités à travers le sud-ouest du pays, a-t-on appris, mercredi à Béchar, de son P-DG.

«Nous comptons à travers le vaste programme de promotion et de développement des télécommunications initié par le Président de la République, et sur orientations du ministère de la Poste, des Télécommunications des Technologies et du Numérique, apporter une contribution concrète au développement des zones éparses, rurales et citadines des wilayas du sud-ouest du pays», a affirmé à l'APS, M. Benabdellouahad Mohamed Anouar.

S'exprimant en marge d'une séance de travail avec les cadres de la direction régionale de son entreprise, il a précisé que ce programme de promotion et de développement des télécommunications «passe à travers l'utilisation de différentes solutions de télécommunications par satellite, mises à disposition tant au profit des institutions publiques que de simples

citoyens voulant avoir accès à nos solutions».

«Ainsi, l'entreprise, lancera prochainement les travaux de réalisation d'infrastructures techniques et commerciales dans la région, avec pour but de se rapprocher des clients et satisfaire au mieux leurs besoins, surtout en ce qui concerne la prise en charge des préoccupations techniques des partenaires en activités dans la région, notamment les institutions publiques, les entreprises pétrolières et d'autres entités économiques avec qui nous collaborons», a-t-il expliqué. «Ceci va permettre et servir à la promotion des différentes solutions spécifiques de télécommunications par satellite que nous commercialisons», a soutenu le P-DG d'ATS.

L'entreprise projette de lancer prochainement un produit technologie de surveillance à distance par satellite des cheptels de camelin en transhumance à travers les vastes étendues sahariennes du sud du pays, démontrant ainsi sa contribution au développement de l'économie locale du sud-ouest et aussi comme apport au développement de ce type d'élevage, selon

son premier responsable.

«Un projet d'ouverture d'une unité d'ATS est également prévu à Adrar, au titre des actions de redéploiement et de rapprochement de l'entreprise de ses partenaires dans cette wilaya frontalière», a aussi indiqué Benabdellouahad.

Algérie télécom satellite, qui active depuis 2006 dans le domaine des télécommunications par satellite, en exploitant deux licences en VSAT (Very Small Aperture Terminal) et GMPCS, (Global Mobile Personal Communication System), ainsi qu'une autorisation d'exploitation de Géolocalisation, a pour mission d'établir, de développer et d'exploiter des réseaux de télécommunications par satellite afin d'assurer le transport et l'acheminement des communications nationales et internationales, a-t-on expliqué. «Avec un capital social de 3 100 000 de DA, Algérie Télécom Satellite opère dans le domaine des télécommunications par satellite depuis plus de 40 ans, enregistrant un chiffre d'affaires de 6 milliards de DA durant l'exercice 2017», a fait savoir le responsable.

Reda A.

Passage frontalier entre l'Algérie et la Mauritanie

Colloque prochain sur la commercialisation des produits algériens

Le président de l'association nationale des commerçants et artisans (Anca), Hadj Boulouar, a annoncé l'organisation, en novembre prochain dans la wilaya de Tindouf, d'un colloque consacré à la commercialisation du produit algérien à travers le passage frontalier entre l'Algérie et la Mauritanie.

Animant un point de presse, Hadj Boulouar a déclaré : «Nous oeuvrons à exploiter le passage terrestre reliant l'Algérie

et la Mauritanie, inauguré depuis quelques semaines, pour ouvrir la voie aux producteurs algériens leur permettant de commercialiser leurs produits dans les pays africains, notamment la Mauritanie et le Sénégal».

Cette rencontre, qui vise à promouvoir le produit national, sera organisée par le bureau de wilaya de l'Anca en coordination avec la Chambre de commerce et de l'industrie et la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de

Tindouf sous le patronage du wali.

Elle regroupera des opérateurs économiques de l'Algérie et de pays africains intéressés par les produits algériens, de spécialistes en transport de marchandises, de producteurs, de distributeurs et de représentants des Chambres de commerce des deux pays et d'organismes commerciaux et économiques, pour étudier les besoins du marché africain, a souligné le président de l'Anca.

Pour encourager la commercialisation des produits algériens, un bureau relevant de cette association sera ouvert en octobre à Nouakchott (Mauritanie), a fait savoir M. Boulouar, soulignant que l'Anca oeuvre à ouvrir 10 représentations à l'étranger.

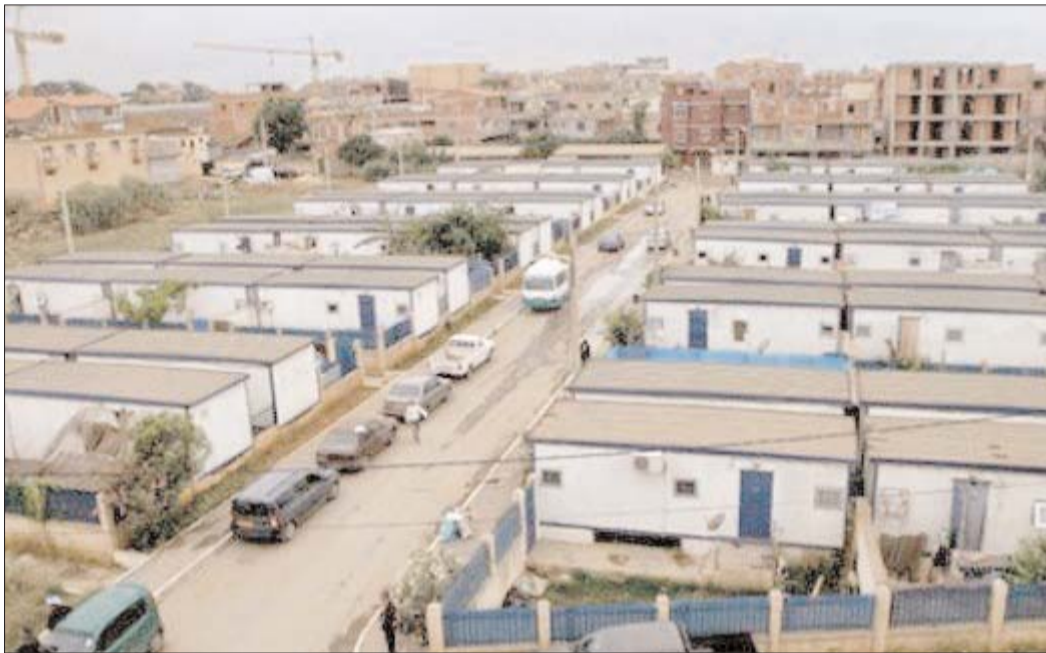
«Des bureaux de l'Anca ont été ouverts en France, en Chine et au Sénégal», a-t-il cité, annonçant qu'il est prévu l'ouverture d'un autre bureau à Madrid (Espagne).

Bilal L.

Eradication des chalets à Boumerdès

Relogement de près de 600 familles à Dellys à la fin décembre

Près de 600 familles de la commune de Dellys, à l'est de Boumerdès seront relogées, vers la fin décembre prochain dans le cadre du programme d'éradication des chalets dans la wilaya, a-t-on appris auprès du chef de la daïra de Dellys.



«**D**es travaux sont en cours en vue de parachever les travaux d'aménagements externes des logements publics locatifs destinés à ces familles occupant actuellement des chalets», a fait savoir Mohamed Nedjimi, dans une intervention lors de l'émission «Ouvrons pour une solution» animée par le journaliste Oussama Mahdi

à la Radio de Boumerdès. Cette opération de relogement, première du genre à Dellys, est de nature à «mettre fin à tous les chalets installés dans la localité au lendemain du séisme du 21 mai 2003, au profit des sinistrés, avant leur redistribution, une fois ces derniers relogés, à des cas sociaux», a estimé ce responsable. Les chalets concernés par l'opération de démolition,

qui suivra l'évacuation de leurs occupants, sont situés dans les lieuxdits Takedamt, Saline et la nouvelle ville, outre quelques sites éparpillés à travers la commune de Dellys, a informé M. Nedjimi.

Plus de 9 000 chalets ont été éradiqués à la fin juillet dernier à travers 17 communes de Boumerdès, soit un taux de 60% d'un total de 15 000 chalets installés, à tra-

vers la wilaya, au lendemain du séisme de 2003.

Selon une déclaration précédente (juillet dernier) de l'ex-wali de Boumerdès, Abderrahmane Madani Fouatih, le nombre de chalets éradiqués sur le territoire de la wilaya de Boumerdès sera porté à «11 000 à la fin de l'année en cours», si toutefois, avait-t-il observé, des «dotations financières seront disponibles pour l'aménagement des cités d'habitations destinées au relogement de leurs résidents». L'opération d'éradication, englobant 14 927 chalets répartis sur 95 sites à travers 28 communes, se fait «progressivement» à travers la wilaya, qui compte «pour suivre sur sa lancée jusqu'à leur éradication», selon les assurances des responsables locaux. A ce jour, la démolition des chalets a permis la récupération d'une assiette de plus de 200 ha sur un foncier ciblé estimé à 400 ha. L'assiette libérée est destinée à l'implantation de nombreux programmes de logements et d'équipements intégrés, dont 8 400 logements Aadl, 1 787 logements publics locatifs et 1 120 logements promotionnels aidés.

Y. M.

Guelma

Des pluies diluviennes font déborder Oued Zenati et inondent les habitations à proximité

Les pluies diluviennes enregistrées, jeudi dans la wilaya de Guelma, ont fait déborder Oued Zenati et ont été à l'origine d'inondations dans certaines habitations se trouvant à proximité, sans faire de victimes, aucun a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile.

La même source a précisé que les équipes d'intervention de l'unité secondaire de la Protection civile de cette commune (44 km à l'ouest de Guelma), sont intervenues sur les lieux en vue de pomper les eaux qui se sont infiltrées à l'intérieur de quelques habitations, où meubles, literie et équipements électroménagers ont été endommagés, soulignant que le niveau de l'oued a baissé par la suite et retrouvé un cours normal.

Selon le témoignage des citoyens habitant dans la commune d'Oued Zenati, le niveau de l'eau a commencé à monter dès les premières heures du matin, ce qui a fait sortir l'oued de son lit et provoqué des inondations aux alentours, touchant notamment les habitations précaires qui se trouvent non loin des cités du 20 Août et celle des Mûriers.

A noter que l'Oued Zenati a été réhabilité il y a quelques années suite à plusieurs inondations, dont la plus récente date de 2011, causant la mort d'une famille de 3 personnes et nécessitant l'évacuation d'une vingtaine de personnes.

Dans le même contexte, la même source a révélé que deux familles vivant dans les vestiaires du stade de la commune de Bordj Sebat (daïra d'Oued Zenati) ont été évacuées aujourd'hui, soulignant que l'eau qui s'y est infiltrée, occasionnant des dégâts matériels, été pompée.

R. D.

Mostaganem

22 millions de DA pour la protection du pôle urbain de Salamandre contre les inondations

Une enveloppe de 22 millions de DA est allouée pour la protection du pôle urbain de Salamandre (Mostaganem) contre les inondations, a-t-on appris jeudi du directeur de wilaya des ressources en eau.

Cette opération d'urgence touchant notamment la façade maritime Ahmed Ben Bella et le port de plaisance et de pêche de Salamandre permettra de traiter les points noirs enregistrés lors des averses au début du mois de septembre dernier.

Elle prévoit le drainage des eaux cumulées des unités industrielles limitrophes à la coopérative El Mersa à l'ouest de Salamandre et la réalisation d'un grand collecteur et d'un canal de pompage vers la station de traitement des eaux usées des Sablettes dans trois à quatre semaines pour un coût de 12 millions de DA. Une autre canalisation de drainage des eaux collectées sera réalisée à la façade maritime et son pompage vers le bassin du port de Salamandre pour 10 millions de DA, a-t-on indiqué.

Moussa Lebga a fait savoir que le bureau des études chargé de la réalisation du schéma directeur d'assainissement de la wilaya de Mostaganem s'occupe régulièrement du traitement des points noirs enregistrés à chaque précipitation.

Le pôle urbain de Kharouba, à l'est de Mostaganem, avait bénéficié d'un projet similaire pour la protection des cités d'habitation contre les risques d'inondations et de déversement des eaux usées vers la façade maritime de Sidi Madjdoub, dont les travaux ont été achevés.

R. D.

Skikda

Plusieurs interventions pour aspirer les eaux de pluie

Les services de la Protection civile de la wilaya de Skikda sont intervenus, depuis mercredi soir, pour aspirer les eaux pluviales à travers différentes régions du territoire, a-t-on appris jeudi de la cellule de la communication de la Protection civile.

«Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour une intervention rapide pour pomper les eaux à travers les routes, les établissements scolaires et les entrées des immeubles», a précisé à l'APS cette même source.

Les agents de la Protection civile sont intervenus depuis les premières heures de

la matinée pour absorber l'eau au sein de nombreux établissements scolaires afin de permettre aux élèves de suivre leurs cours dans de bonnes conditions à l'instar du CEM Ibn Djebir à la cité des Frères Saker, sis au centre-ville, et les écoles primaires Ahmed Mahbouche à Azzaba et Bouchebech Ali dans la commune de Kerkera, a ajouté la même source.

Les agents de la protection civile sont intervenus également pour pomper l'eau sur un kilomètre de long, au centre-ville de Kerkera dans la daïra de Collo, ayant causé la fermeture de la voie considérée comme la seule rentrée de la ville de

Collo.

La commune d'El Harrouch a, elle aussi, enregistré une hausse du volume d'eau sur sa voie principale et à l'entrée des immeubles des communes de Skikda, d'El Harrouch et d'Azzaba, nécessitant aussi l'intervention de la Protection civile, selon la même source.

Deux véhicules et un camion coincés dans le sable sur le CW 18 de la commune de Filfila, à proximité de la plage, ont été, en outre, secourus durant la nuit de mercredi à jeudi par les mêmes services, a-t-on signalé de même source.

Y. M.

Adrar

Remplacement de pylônes de haute tension affectés lors des dernières intempéries

Des pylônes électriques de haute tension, tombés lors des intempéries ayant affecté dernièrement la région d'Adrar, ont été remplacés, a-t-on appris jeudi auprès de la société de gestion du réseau de transport de l'électricité (Grte, filiale du groupe Sonelgaz).

Cette chute de pylônes est le deuxième cas enregistré en

la matière après un premier cas relevé au nord du pays, il y a plusieurs années, reflétant la force des dernières intempéries (pluie et vents violents) ayant frappé la région d'Adrar dernièrement, a précisé le responsable de l'antenne locale de la société, Abdelaziz Berkani.

Il s'agit de deux pylônes de haute tension qui ont été remis en place en un temps record, à

travers l'installation d'une cellule de crise et la mobilisation aussitôt d'équipes techniques issues de différentes régions du pays, en application des orientations du P-DG du groupe, qui ont procédé à la remise en place de ces supports selon une technique moderne dite «pylône haubané», utilisée pour la première fois, a expliqué le responsable.

La société est parvenue à rétablir l'électricité, dont avaient été privés quelque 20 000 clients de Sonelgaz suite à ces intempéries à travers le recours à des procédures d'urgence par la mise en place d'un transformateur à Zaouiet Kounta et des équipements d'accroissement de la puissance électrique, a-t-il expliqué. L. M.

Présidentielle au Cameroun

Deux opposants se coalisent contre le président Biya

Deux candidats de l'opposition se sont coalisés, pour la première fois depuis 1992, contre le président camerounais Paul Biya, au pouvoir depuis 1982 et qui brigue lors de l'élection d'aujourd'hui un 7e mandat consécutif.



L'un des candidats de l'opposition à l'élection présidentielle, Akere Muna, a décidé de se retirer et d'apporter son soutien à un autre opposant, Maurice Kamto.

"Akere Muna accepte de retirer sa candidature à la Présidence de la République (...) et de soutenir Maurice Kamto", déclare un communiqué publié vendredi soir, à moins de 48 heures du scrutin, et signé par le porte-parole d'Akere Muna, Paul Mahel.

M. Muna faisait partie des huit candidats qui affronteront dimanche le président sortant Paul Biya, 85 ans. C'est la première fois depuis l'élection présidentielle de

1992 que deux opposants se liguent contre M. Biya. "Ce ralliement, intéressant pour la vitalité de la vie politique camerounaise, pourrait arriver trop tardivement pour créer une dynamique de fond", a déclaré à l'AFP Hans de Marie Heungoup, chercheur au centre d'analyses International Crisis Group (ICG). Maurice Kamto, ancien ministre délégué à la Justice entre 2004 et 2011, a fondé son parti politique en 2012. Il fait figure d'opposant de poids, selon les analystes. Avocat au barreau de Paris, il a notamment négocié avec succès pour le Cameroun le contentieux territorial avec le Nigeria sur la presqu'île de Bakassi. Ses partisans estiment

que son expérience au sein de l'appareil d'Etat est un atout. Ses détracteurs n'hésitent pas à critiquer son soutien passé à Paul Biya.

Akere Muna est l'ancien bâtonnier du Cameroun et fondateur de la branche camerounaise de l'ONG de lutte contre la corruption Transparency International.

Il était lui aussi considéré comme un opposant de poids, malgré une campagne plus timorée.

Milliers d'affiches

Le président Biya, invisible physiquement durant la campagne hormis un meeting dans la région de l'Extrême-Nord samedi, est néanmoins omniprésent: des mil-

liers d'affiches à son effigie ont été collées partout dans le pays depuis le début de la campagne.

Cela faisait plusieurs jours que des rumeurs couraient sur la formation d'une coalition de plusieurs candidats de l'opposition.

D'autres candidats à l'élection présidentielle ont évoqué l'idée d'une coalition, notamment le candidat du principal parti d'opposition Joshua Osih, sans que cela ne se concrétise pour l'heure.

Vendredi matin, le camp de M. Kamto a accusé le pouvoir en vue de préparer une fraude en vue du scrutin de dimanche.

Une "fraude massive est en train d'être organisée avec la caution d'Elecram", l'organe chargé

d'organiser le scrutin, a affirmé Paul-Eric Kingue, directeur de campagne de M. Kamto, lors d'une conférence de presse à Yaoundé.

"Nous n'accepterons aucun résultat si ce type de fraude continue", a ajouté ce porte-parole.

Selon le parti de M. Kamto, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), il y a des cas de falsification de cartes d'électeurs et des enregistrements sur les listes électorales toujours en cours alors que le processus officiel est terminé.

"Partout où il y aura de la fraude", il y aura des "réactions fermes", a déclaré M. Kingue.

Le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary, a répondu que "toutes les mesures ont été prises (...) pour prévenir tout acte de violence de nature à perpétrer des violences et à créer un climat de désordre".

Sans citer nommément M. Kamto ou un autre, le ministre a accusé "des acteurs politiques associés à des intérêts étrangers" de préparer "des troubles violents". "En tentant d'organiser le chaos, ils risquent d'être désagréablement surpris", a-t-il prévenu dans un communiqué obtenu par l'AFP, indiquant que Yaoundé "ne tolérera aucun désordre avant, pendant et après l'élection présidentielle".

Le scrutin se tiendra dans un contexte sécuritaire tendu, avec un conflit armé dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les assauts répétés des jihadistes de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord.

AFP

Ethiopie

Abiy Ahmed reconduit par la coalition au pouvoir

L'a coalition au pouvoir en Ethiopie a reconduit à sa tête vendredi le Premier ministre Abiy Ahmed lors d'un vote quasi-unanime qui témoigne du soutien officiel apporté à son programme de réformes, a rapporté la radio-télévision proche du pouvoir Fana.

Les 177 grands électeurs du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) ont massivement voté en faveur de M. Abiy et du vice-Premier ministre Demeke Mekonnen lors du congrès de la coalition réuni à Hawassa (sud) depuis mercredi, a indiqué Fana.

"M. Abiy a obtenu 176 voix sur 177, et M. Demeke 149", a précisé cette source.

M. Abiy, 42 ans, a pris en avril ses fonctions de Premier ministre, après avoir été désigné par l'EPRDF pour succéder à Hailemariam Desalegn, poussé à la démission par des manifestations antigouvernementales.

Le mouvement de protestation avait débuté fin 2015 en région oromo (sud et ouest), la plus importante ethnie du pays, puis s'était étendu courant 2016 à d'autres régions, dont celle des Amhara (nord).

Les manifestants exprimaient notamment

leur colère face à la domination absolue sur l'espace politique de l'EPRDF, qui est au pouvoir depuis 1991 et contrôle tous les sièges du Parlement.

Depuis sa nomination, M. Abiy, lui-même un Oromo, a multiplié les réformes majeures, libérant des milliers de dissidents et de journalistes, faisant la paix avec l'ennemi intime, l'Érythrée, et annonçant la privatisation de grandes compagnies publiques.

Mais la multiplication des affrontements à caractère ethnique dans la capitale et des régions plus reculées a terni son action et fait craindre que le deuxième pays le plus peuplé

d'Afrique ne sombre dans la violence.

Près d'un million de personnes ont été forcées de fuir leur foyer après de violents combats entre les Oromo et la minorité ethnique des Gedeo dans le sud, qui ont éclaté peu après sa nomination.

En septembre, au moins 58 personnes ont été tuées dans des heurts entre communautés ethniques en périphérie d'Addis Abeba. Les personnes fuyant ces violences ont affirmé avoir été prises pour cible par des groupes de jeunes Oromo car elles appartiennent à des minorités ethniques.

AFP

RDC

Les 15 membres du Conseil de sécurité rencontrent la commission électorale à Kinshasa

L'es 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont rencontré la commission électorale vendredi à Kinshasa au premier jour d'une visite en République démocratique du Congo à "un moment crucial de son histoire" avant les élections prévues le 23 décembre.

Emmenés par la France, les 15 ambassadeurs ou représentants des pays-membres pourraient rencontrer d'ici la fin de leur visite dimanche le président Joseph Kabila, en plus des rendez-vous

avec des candidats de l'opposition et des membres de la société civile.

"La RDC est à un moment crucial de son histoire", a déclaré à l'AFPTV l'ambassadeur de France aux Nations unies, François Delattre.

"D'un côté, il existe une première opportunité historique d'une transmission démocratique et pacifique du pouvoir. D'un autre côté, la RDC est confronté à des risques politiques et sécuritaires", a-t-il ajouté.

"Notre objectif prioritaire aujourd'hui, c'est bien qu'il y ait des élections le 23 décembre, que ces élections soient crédibles, qu'elles soient transparentes, qu'elles se tiennent dans un climat apaisé", a-t-il poursuivi après la rencontre avec la commission électorale.

"Nous souhaitons, nous, membres du Conseil de sécurité, mettre tout notre poids dans la balance", a conclu M. Delattre.

"Le gouvernement a pris l'option de ne pas solliciter d'autres

appuis financiers ni logistiques des partenaires", a rappelé le président de la commission électorale Corneille Nangaa.

Selon M. Nangaa, le Conseil de sécurité a rappelé que la Mission des Nations unies au Congo "est toujours prête en cas de besoin": "Nous sommes ouverts et les discussions vont se poursuivre dans ce sens", a-t-il dit.

Le président Kabila a réclamé la semaine dernière devant l'Assemblée générale annuelle des Nations unies "le début effec-

tif et substantiel du retrait" des Casques bleus présents depuis 1999 dans son pays, affirmant le caractère "irréversible" du scrutin présidentiel prévu le 23 décembre.

La délégation est emmenée par trois co-présidents (France, chargée de l'élaboration des résolutions sur la RDC, Guinée-Equatoriale, désignée par l'Afrique, et Bolivie, présidente en exercice) et cinq ambassadeurs (France, Koweït, Pologne, Pays-Bas, Suède), précise la Monusco.

Reda A.

Pompeo espère des progrès pour un nouveau sommet Trump-Kim

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a déclaré samedi qu'il espérait accélérer l'organisation d'un deuxième sommet entre Kim Jong Un et Donald Trump au début de sa visite en Asie, qui sera marquée par une rencontre avec le leader nord-coréen.

M. Pompeo est arrivé à Tokyo, première étape d'une tournée qui le conduira à Pyongyang pour la quatrième fois alors qu'un possible accord historique entre les Etats-Unis et la Corée du Nord prend forme.

En parlant aux journalistes dans son avion en route vers Tokyo depuis les Etats-Unis, M. Pompeo a dit que son objectif était de «développer suffisamment de confiance» entre les ennemis historiques pour avancer vers la paix.

«Et nous allons aussi organiser le prochain sommet», a-t-il affirmé. Le premier sommet a eu lieu en juin à Singapour.

Toutefois, M. Pompeo a minimisé les attentes quant à une éventuelle percée historique en déclarant: «Je doute que nous allons le conclure mais commençons à développer des options pour (établir) l'endroit et la date quand le président Kim va rencontrer à nouveau le président (Donald Trump)».

«Peut-être irons-nous plus loin que cela», a-t-il ajouté.

Les formulations diplomatiques du secrétaire d'Etat sont aussi prudentes que sont enthousiastes celles de son président, «tombé amoureux» de l'homme fort de Pyongyang après avoir annoncé un peu vite la fin de la menace atomique nord-coréenne.

Mais pour Mike Pompeo, l'enjeu est de taille: début juillet, son précédent voyage avait été un échec, et un autre déplacement avait dû être annulé, fin août, face à l'impasse dans les négociations.

Depuis, Kim Jong Un a promis le démantèlement d'un site balistique en présence d'inspecteurs étrangers, et, surtout, la fermeture de son complexe nucléaire de Yongbyon, à condition toutefois que Washington prenne des «mesures correspondantes».



Vers un accord détaillé

Ces premiers gestes concrets - ainsi que des lettres jugées «magnifiques» et «extraordinaires» par le président Trump - ont permis de renouer le dialogue.

Il reste à savoir si ce sera suffisant pour transformer les engagements vagues du dirigeant nord-coréen en un accord détaillé sur la «dénucéarisation définitive et entièrement vérifiée» que Washington appelle de ses vœux.

Mike Pompeo, négociateur en chef des Etats-Unis, refuse de commenter les différentes options sur la table et assure que les

discussions avancent en coulisses.

Mais les grands traits d'un échange donnant-donnant commencent à se dessiner.

La Corée du Sud, en première ligne depuis le début du réchauffement spectaculaire qui a permis de tourner la page d'une année 2017 rythmée par les échanges d'invectives et les menaces atomiques, a publiquement présenté sa proposition.

Pour Séoul, les Américains doivent accéder à une revendication clé des Nord-Coréens en contrepartie du démantèlement des installations nucléaires à Yongbyon, qui représentent une très grande partie de son programme nucléaire: une déclaration met-

tant formellement fin à la guerre de Corée, qui ne s'est achevée en 1953 que par un simple armistice.

Le chef de la diplomatie américaine démarre sa visite à Tokyo par des entretiens avec le Premier ministre Shinzo Abe et le ministre des Affaires étrangères Taro Kono. Le Japon est traditionnellement adepte d'une ligne dure contre la Corée du Nord.

Après Tokyo, M. Pompeo se rendra à Pyongyang avant d'aller en Corée du Sud, dont le président Moon Jae-in a servi d'émissaire entre les deux parties.

AFP

Démission d'un responsable de l'administration US, Jeff Pon

■ Donald Trump a perdu vendredi un nouveau haut responsable de son administration, avec la démission surprise de Jeff Pon, directeur de l'Office of Personnel Management (OPM), une agence qui supervise la fonction publique du gouvernement fédéral américain. Jeff Pon, confirmé à la tête de l'OPM en mars, est le dernier en date d'une longue liste de hauts responsables qui ont quitté l'administration américaine depuis l'entrée en fonctions de Donald Trump en janvier 2017. La Maison blanche n'a pas donné de précisions sur la raison de la démission et Jeff Pon n'a pu être contacté. Donald Trump a chargé Margaret Weichert d'assurer l'intérim à la tête de l'OPM, a annoncé la Maison blanche. Weichert conservera parallèlement sa fonction de directrice adjointe du Bureau de la gestion et du budget (OMB).

Reuters

Un policier blanc de Chicago reconnu coupable du meurtre d'un jeune Noir

■ Un policier blanc de Chicago a été reconnu coupable vendredi du meurtre d'un adolescent Noir, sur lequel il avait tiré «16 fois» de façon «totalement inutile» en octobre 2014.

Jason Van Dyke, qui comparait pour assassinat, était accusé d'avoir abattu à distance et sans raison Laquan McDonald, 17 ans, alors que ce dernier tenait un couteau. L'homme aujourd'hui âgé de 40 ans avait plaidé non coupable.

Les douze jurés ont rendu leur verdict dès le lendemain du début de leurs délibérations, le reconnaissant coupable de meurtre au lieu d'assassinat.

Ils ont également décidé de sa culpabilité à seize autres chefs d'accusation pour usage aggravé d'une arme à feu, mais l'ont acquitté de celui de faute professionnelle.

Sa sentence sera connue ultérieurement, à une date non précisée vendredi.

Dès l'annonce du verdict, la liberté conditionnelle de l'ex-policier a été révoquée par le juge et il a été placé en détention.

La législation de l'Etat de l'Illinois, dans le nord des Etats-Unis, prévoit une peine allant de quatre à vingt ans de prison pour une condam-

nation pour meurtre. L'usage aggravé d'une arme à feu est susceptible d'entraîner une peine de six à trente ans derrière les barreaux.

La diffusion très tardive, en 2015, d'une vidéo montrant la mort de l'adolescent avait exacerbé la colère de la population, déclenchant des mois de manifestations dans la troisième ville des Etats-Unis.

Les images de la vidéo, filmée depuis une caméra fixée sur le tableau de bord d'une voiture des forces de l'ordre, montrent Jason Van Dyke tirer sur l'adolescent, qui se trouve à plusieurs mètres de distance, et continuer à vider son chargeur même une fois le jeune homme à terre. Aucun des neuf autres officiers présents n'avait fait usage de son arme.

Lors de son procès, qui a duré dix jours, l'ancien policier a assuré avoir tiré parce que l'adolescent lui paraissait menaçant. Ses avocats ont tenté de contrer l'effet désastreux de la séquence filmée, en appelant à considérer le «contexte».

La vidéo de la bavure a entraîné le renvoi du chef de la police de Chicago de l'époque, ainsi que du procureur en charge.

Eddie Johnson, nouveau chef de Chicago

Police Department (CPD), a recommandé le renvoi de sept policiers pour avoir donné des compte-rendus erronés du drame. Trois ont été inculpés au pénal et sont dans l'attente de leur procès.

Le ministère de la Justice a par ailleurs lancé en décembre 2015 une enquête fédérale visant le CPD. Celle-ci a conclu que les abus policiers étaient récurrents à Chicago, métropole gangrénée par la criminalité.

Le maire Rahm Emanuel, un proche de l'ancien président Barack Obama, s'est lui-même retrouvé en difficulté. Il a annoncé début septembre renoncer à briguer un troisième mandat, sa popularité butant sur cette violence endémique, liée à des guerres de gangs et au trafic de drogues.

La municipalité a conclu un accord à l'amiable au civil avec la famille de l'adolescent, pour cinq millions de dollars. L'homicide de Laquan McDonald fait partie d'une série de bavures policières ces dernières années contre des Noirs aux Etats-Unis, donnant naissance au mouvement «Black Lives Matter».

AFP

Présidentielle au Brésil



Veillée d'armes avant un scrutin incertain

Les candidats à la présidentielle tentent samedi de séduire les derniers indécis, à la veille du scrutin le plus incertain et le plus polarisé de l'Histoire récente du Brésil, dont le grand favori est le député d'extrême droite Jair Bolsonaro.

La campagne a pris fin officiellement jeudi soir, avec le dernier débat entre les candidats, mais les prétendants à la fonction suprême peuvent encore occuper le terrain sur les réseaux sociaux.

Les candidats n'ayant plus le droit d'organiser des meetings, les militants ont prévu de se rassembler lors de manifestations pro ou anti-Bolsonaro.

Le week-end dernier, la mobilisation massive de dizaines de milliers de femmes contre le candidat d'extrême droite n'avait pas eu les effets escomptés: tout au long de la semaine, l'ex-capitaine de l'armée n'a cessé de grimper dans les sondages.

La dernière enquête d'opinion de l'institut Datafolha le crédite de 35% des intentions de vote, 13 points devant son principal rival, Fernando Haddad, du Parti des Travailleurs (PT), qui a remplacé l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva, incarcéré et inéligible.

Les deux favoris devançant largement le troisième candidat, Ciro Gomes (centre gauche), qui stagne à 11%.

Datafolha doit encore publier samedi un dernier sondage, qui confirmera ou non cette tendance à la veille du scrutin.

La progression de M. Bolsonaro lors de la dernière ligne droite est si fulgurante que certains analystes n'excluent pas qu'il puisse l'emporter dès le premier tour, comme il en a lui-même la conviction.

Objectif nord-est

Ses partisans ont appelé à un rassemblement samedi en mi-journée devant le parlement de Brasília, et espèrent en faire une démonstration de force.

Vendredi, le candidat d'extrême droite, privé de campagne dans la rue depuis un attentat le 6 septembre qui a failli lui coûter la vie, a mené une offensive à distance sur un fief emblématique du PT. Il a accordé deux entretiens à des radios du Pernambouc, état pauvre du Nord-est dont Lula est originaire.

«Le Brésil a coulé à cause du PT, nous avons perdu des marchés avec plusieurs pays pour des raisons idéologiques», a-t-il affirmé à l'antenne locale de Recife de la radio d'informations CBN.

Sur son profil Facebook, M. Bolsonaro a publié une photo de lui coiffé d'un chapeau traditionnel du Nord-est et imitant un pistolet avec ses doigts, comme il le fait souvent.

Fernando Haddad, lui, sera présent physiquement dans le Nord-est, participant samedi à une «marche pour la victoire» à Feira de Santana, dans l'Etat de Bahia. «Nous voulons gouverner pour tout le monde, pas seulement pour les riches. Dimanche, le peuple va reprendre le pouvoir», a-t-il lancé vendredi sur Twitter.

Du fond de sa cellule de Curitiba

(sud), l'ex-président Lula a lancé un appel à «son cher peuple brésilien», dans un message diffusé sur son site.

«Le 6 octobre c'est mon anniversaire officiel (dans l'état-civil, Lula étant en réalité né le 27, Ndlr). J'espère recevoir en cadeau le 7 octobre le vote du peuple brésilien et Haddad comme président», a écrit la figure iconique de la gauche brésilienne.

Le PT a gouverné le Brésil de 2003 à 2016, un règne de 13 ans qui a pris fin brutalement avec la destitution de Dilma Rousseff, la dauphine de Lula.

Le parti s'est assuré un grand réservoir d'électeurs grâce à d'ambitieux programmes sociaux qui ont permis à près de 30 millions de Brésiliens de sortir de la misère.

Mais la poussée de Jair Bolsonaro dans les sondages est aussi due à un fort sentiment anti-PT d'une partie de la population qui juge la formation de gauche responsable de tous les maux du pays, de la crise économique qui a fait près de 13 millions de chômeurs aux graves problèmes d'insécurité.

Ciro Gomes et le candidat du centre droit Geraldo Alckmin, en 4e position dans les sondages, ont appelé à des rassemblements samedi, espérant une mobilisation de la dernière heure de l'électorat centriste. Dans un pays si divisé et une ambiance tendue, les autorités brésiliennes ont prévu des mesures de sécurité exceptionnelles, avec 280.000 hommes mobilisés dimanche pour le premier tour dans les 83.000 bureaux de vote.

La Chine garde le silence sur la disparition du président chinois d'Interpol

■ La Chine gardait le silence samedi à propos de la disparition de Meng Hongwei, le président chinois de l'organisation de coopération policière Interpol également vice-ministre chinois de la Sécurité publique. Le ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas répondu aux demandes de l'AFP. Meng Hongwei fait l'objet d'une enquête en Chine et aurait été «emmené» par les autorités «dès son atterrissage» dans son pays la semaine dernière pour des motifs encore flous, a affirmé vendredi le quotidien de Hong Kong en langue anglaise South China Morning Post citant une source anonyme.

Une enquête pour disparition a été ouverte en France vendredi -le siège d'Interpol se trouve à Lyon- et Paris a fait part de son «interrogation» sur la situation de M. Meng, âgé de 64 ans, se disant «préoccupé» par des menaces reçues par son épouse. «Interrogées par le bureau de liaison d'Interpol à Pékin, les autorités chinoises n'ont pour l'heure pas apporté de précisions», a ajouté le ministère français de l'Intérieur. «Les échanges se poursuivent avec les autorités chinoises».

L'épouse de M. Meng a informé jeudi soir la police de Lyon (centre-est de la France), où réside la couple, de la disparition «inquiétante» de son mari se disant sans nouvelles de lui depuis le 25 septembre. Quelques jours auparavant, selon des sources concordantes, il avait rejoint la Chine en avion depuis Stockholm.

Pour sa part, Interpol s'est borné à indiquer que «cette affaire concerne les autorités compétentes en France et en Chine». C'est l'Allemand Jürgen Stock, son secrétaire général, et non Meng Hongwei, qui est chargé de la conduite de l'organisation au quotidien, a souligné Interpol. Il s'agit de la dernière disparition en date d'un haut responsable en Chine où plusieurs dirigeants gouvernementaux, magnats et même une star se sont évoués des semaines, voire des mois, durant.

Des interrogations se multipliaient pour savoir si M. Meng, élu fin 2016 à la tête d'Interpol, aurait été victime de la campagne anticorruption lancée par le président Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir en 2012.

1,5 million de responsables poursuivis

Selon des chiffres officiels, 1,5 million de responsables ont déjà été poursuivis dans le cadre de cette campagne soupçonnée de viser aussi des opposants. La Chine s'est dotée en mars d'un nouvel organe extrajudiciaire, la «Commission nationale de supervision» (CNS), pour élargir à toute la fonction publique la chasse aux corrompus. Les défenseurs des droits de l'homme se sont inquiétés de voir ainsi donner une façade légale à une répression qui s'est traduite par des détentions secrètes et des accusations de torture.

La CNS est autorisée à interroger des suspects pendant six mois. Les proches des personnes arrêtées doivent être averties dans les 24 heures sauf si cela «risque de nuire à l'enquête». Les raisons d'une enquête visant M. Meng ne sont pas claires. Il a gravi les échelons de l'appareil sécuritaire du pays au temps où celui-ci était dirigé par un rival de M. Xi, Zhou Yongkang, qui purge actuellement une peine de prison à perpétuité. M. Zhou, condamné en juin 2015 pour corruption, abus de pouvoir et divulgation de «secrets d'Etat», est le personnage le plus haut placé du régime chinois victime de la campagne anticorruption. Son fils et sa femme ont également été emprisonnés pour corruption en 2016 et les autorités ont ensuite continué à vouloir éradiquer son influence.

M. Zhou avait nommé M. Meng vice-ministre de la Sécurité publique en 2004, un poste en charge de nombreux dossiers sensibles dont la lutte contre le terrorisme. M. Meng a ainsi dû répondre à plusieurs incidents au Xinjiang (ouest). L'élection de M. Meng à la tête d'Interpol pour quatre ans avait provoqué les craintes de dissidents de voir Pékin utiliser l'organisation pour traquer ses opposants réfugiés à l'étranger.

Interpol avait minimisé ces inquiétudes, soulignant que l'article 3 de ses statuts stipule que l'organisation «s'interdit absolument toute intervention à caractère politique, militaire, religieux ou racial». La Chine mène depuis 2014 une vaste traque internationale baptisée «Fox Hunt» (Chasse aux renards) visant des fugitifs soupçonnés d'avoir commis des malversations financières. Selon le site d'Interpol, 44 «notices rouges» sont actuellement diffusées à la demande de Pékin, la plupart liées à des meurtres, blessures volontaires et trafic de drogue. Ces notices ne constituent pas des mandats d'arrêt internationaux mais sont un moyen par lequel l'organisation informe qu'un mandat d'arrêt a été délivré par une autorité judiciaire d'un de ses membres. Sous la présidence de M. Meng, Interpol a publié une «notice rouge» visant le milliardaire chinois exilé aux Etats-Unis Guo Wengui. Cet ex-magnat de l'immobilier chinois accusé de blanchiment livre une guérilla sans merci sur les réseaux sociaux au régime de Pékin, menaçant de révéler de supposées turpitudes de l'élite politique.

AFP

Après le tremblement de terre suivi d'un tsunami

L'Indonésie craint encore plus de 1.000 disparus présumés

Plus de 1.000 personnes sont encore présumées disparues vendredi, une semaine après le tremblement de terre suivi d'un tsunami qui a frappé l'île indonésienne des Célèbes, et dont le bilan atteint à présent 1.571 morts.

Sept jours après la catastrophe meurtrière qui a dévasté la région de Palu, localité de 350.000 habitants sur la côte ouest de l'île, le bilan n'en finit pas de monter. Le dernier chiffre publié vendredi par les autorités fait état de 1.571 morts dus au séisme de magnitude 7,5 suivi d'une vague meurtrière.

Les autorités craignent que beaucoup de victimes ne soient restées prisonnières du vaste complexe résidentiel gouvernemental de Balaroa, dans la banlieue de Palu, où les bâtiments ont été rasés et la terre s'est un temps «liquéfiée». «Nous estimons que plus de 1.000 maisons ont été ensevelies, donc il y a probablement encore plus de 1.000 disparus» dans le quartier de Balaroa, à Palu, a indiqué Yusuf Latif, porte-parole de l'agence à l'AFP. Même s'il y a une possibilité que certains aient réussi à sortir, a-t-il ajouté. Les disparus présumés étaient estimés précédemment à une centaine.

Après des jours d'attente, l'aide internationale a commencé à arriver au compte goutte dans la zone où près de 200.000 personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire. Les voies d'accès et l'aéroport sont très endommagés et ralentissent sa progression. Les survivants ont pillé les magasins pour s'emparer de vivres. Et après les avoir toléré initialement, la police arrête à présent les pilliers et a prévenu qu'elle tirerait sur ceux qui seraient pris à voler. Les autorités s'étaient fixé initialement jusqu'à vendredi pour tenter de retrouver des survivants prisonniers des décombres. Même si une semaine après la catastrophe destructrice les chances de sortir des rescapés sont minimales.

L'aide arrive lentement

Les sauveteurs ont concentré leurs efforts sur six sites vendredi, dont une plage et le quartier de Balaroa. A l'hôtel Mercure sur le



front de mer de Palu, qui a subi de gros dégâts, les équipes de secours indonésiennes et françaises montrent des signes de frustrations. Ils avaient détecté des indices d'une personne vivante sous les décombres grâce à des chiens et des scanners mais en reprenant les recherches vendredi, il n'y avait plus de signe de vie.

Plus de signe de vie

Hier, «il pouvait y avoir une victime et qui est maintenant décédée, on avait simplement le signal du rythme cardiaque et de la respiration (...) ça veut dire que c'était quelqu'un qui était vraiment immobile, confiné» mais «aujourd'hui on n'a plus de signal», explique à l'AFP le président de l'ONG française Pompiers de l'urgence internationale.

Une semaine après la catastrophe, les débris laissés par le tsunami sont partout et de nombreux habitants traumatisés préfèrent dormir dehors dans la crainte de nouvelles secousses. On peut voir de nombreux drapeaux improvisés, une taie d'oreiller ou une couverture, qui signalent un mort dans un foyer. Mais il y a aussi des signes de retour à la normale, avec des enfants qui jouent dans les rues, des radios à plein volume et l'électricité qui remarche dans certains quartiers.

«Ca s'améliore», observe Azhari Samad, un agent d'assurances. Mais pour que la zone se remette de ce désastre «ça prendra

des années», remarque l'homme de 56 ans.

«Les premiers six mois vont être traumatisants, et peut être que ça va s'améliorer au bout d'un an. Le gouvernement aidera, les gens de tous le pays. Les Indonésiens sont généreux», assure Azhari Samad. Comme de nombreux habitants, il se rendait à la prière du vendredi qui a rassemblé des foules dans la ville une semaine après le séisme. Le

vice-président indonésien Jusuf Kalla a annoncé que l'état d'urgence pourrait être allongé de plusieurs mois «jusqu'à ce que les habitants de Palu se relèvent», au cours d'une visite dans cette ville meurtrière.

«Les lieux comme Balaroa, où l'on ne peut plus habiter, seront reconstruits ailleurs», a-t-il précisé.

AFP

Brexit

May chercherait discrètement des soutiens au Labour

■ La Première ministre britannique, Theresa May, a préparé une offensive de charme secrète en direction du Labour afin de persuader plusieurs dizaines de députés travaillistes de soutenir son «plan de Chequers» pour le Brexit, croit savoir vendredi le Guardian. Selon ce journal, des conservateurs ont d'ores et déjà eu des contacts privés avec un certain nombre de députés du Labour au cours des derniers mois, ce dans le but d'éviter une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord. Le chef de file du Labour, Jeremy Corbyn, a réaffirmé lors du congrès annuel de sa formation, en septembre, que les travaillistes voteraient contre un accord de Brexit que conclurait Theresa May s'il ne respectait pas six critères. En privé, écrit le Guardian, des députés travaillistes pensent qu'au moins 15 de leurs collègues pourraient voter en faveur du plan de May, plutôt que de passer dans leurs circonscriptions pour des élus qui cherchent à empêcher le Brexit. Theresa May est confrontée à la fronde de dizaines de députés Tories qui ont déclaré publiquement qu'ils ne soutiendraient pas un accord de Brexit fondé sur le plan de Chequers exposé par la Première ministre.

Reuters

Un médecin congolais, une militante irakienne Nobel de la paix

Le gynécologue Denis Mukwege, qui soigne les victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo, et l'Irakienne Nadia Mourad, militante des droits de l'homme réduite en esclavage sexuel par l'Etat islamique, ont été déclarés vendredi lauréats du prix Nobel de la paix.

Le comité Nobel norvégien leur a décerné ce prix pour leurs actions visant à mettre fin à l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre.

«La contribution des deux lauréats a été essentielle pour attirer l'attention sur ces crimes de guerre et pour qu'ils soient combattus», a déclaré le comité Nobel.

Chacun d'eux a, «à sa manière, contribué à donner une plus grande visibilité aux violences sexuelles commises en temps de guerre, de sorte que les auteurs de ces actes puissent être tenus pour responsables de leurs actes.»

Denis Mukwege, 63 ans, dirige l'hôpital Panzi de Bukavu, dans l'est de la RDC. Ouvert en 1999, cet hôpital accueille chaque année plusieurs milliers de femmes, dont beaucoup doivent subir une intervention chirurgicale à la suite de violences sexuelles. Parfois surnommé «l'homme qui

répare les femmes», le gynécologue, également lauréat du prix des Droits de l'homme de l'Onu et du prix Sakharov du Parlement européen, a consacré sa vie à défendre ces victimes, indique le communiqué du comité Nobel. Lors d'une conférence de presse à Bukavu, Denis Mukwege a dédié son prix «à toutes les femmes victimes de viol et de violence sexuelle».

«Cette violence commise contre leur corps ne se produit pas seulement dans notre pays, la République démocratique du Congo, mais aussi dans de nombreux autres pays», a-t-il dit. «Chères survivantes à travers le monde, j'aimerais vous dire que grâce à ce prix le monde vous écoute et rejette l'indifférence, le monde refuse de rester les bras croisés face à vos souffrances.»

Nadia Mourad, 25 ans, est issue de la communauté yézidie, minorité kurdophone dont la religion monothéiste est fondée sur des croyances de l'Iran ancien. La jeune fille a été violée par des combattants de l'Etat islamique à Mossoul en 2014. Elle défend désormais la minorité yézidie en Irak, ainsi que les droits des réfugiés et des femmes en général.

Nadia Mourad se trouvait vendredi à

Boston, aux Etats-Unis, quand l'annonce du prix Nobel a été faite.

Dans une déclaration, elle a précisé vouloir partager son prix avec tous les Irakiens, les Kurdes, les membres de minorités et les victimes de violences sexuelles à travers le monde. Nadia Mourad était âgée de 21 ans en 2014 quand l'Etat islamique a attaqué le village de Kocho où elle vivait dans le nord de l'Irak. Les islamistes ont tué ceux qui refusaient de se convertir à l'islam, dont sa mère et six de ses frères.

Nadia Mourad, avec un grand nombre de jeunes femmes de son village, a été faite prisonnière et vendue à plusieurs reprises par l'EI comme esclave sexuelle.

«Nadia Mourad est l'une des quelque 3.000 filles et femmes yézidies qui ont été victimes de viol et d'autres abus commis par l'armée de l'Etat islamique», indique le comité Nobel. «Après trois mois de cauchemar», la jeune fille a réussi à s'enfuir avec l'aide d'une famille sunnite de Mossoul et elle est devenue la porte-parole des droits de sa communauté.

«Après son évasion, elle a choisi de parler ouvertement de ce qu'elle avait enduré», déclare le comité Nobel. En 2016, à l'âge de 23 ans, elle a été nommée première ambas-

sadrice de bonne volonté de l'Onu pour la dignité des victimes de la traite des êtres humains.

Nadia Mourad a publié en 2017 un livre racontant son calvaire, «The Last Girl», non traduit en France. Elle y raconte en détail ses mois de captivité, son évasion et son parcours vers le militantisme.

«A un moment donné, il y a eu le viol et rien d'autre. Cela devient votre journée normale», écrit-elle.

Interrogée sur le fait de savoir si le mouvement #metoo pour la défense des victimes d'inconduite sexuelle avait inspiré le prix Nobel 2018, la présidente du comité Nobel, Berit Reiss-Andersen, a déclaré : «Metoo et les crimes de guerre ne sont pas tout à fait la même chose. Mais ce qu'ils ont en commun c'est la souffrance des femmes, la maltraitance des femmes et le fait qu'il est important que les femmes n'aient plus honte et prennent la parole.»

Le prix, d'une valeur de neuf millions de couronnes suédoises (860.000 euros), sera remis à Oslo le 10 décembre, jour anniversaire du décès de l'industriel suédois Alfred Nobel, fondateur du prix dans son testament de 1895.

Reuters

Fibda 2018

La question migratoire à travers un ouvrage collectif de bande dessinée

Des dessinateurs et des scénaristes algériens et arabes présentent, lors du 11^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) organisé à Alger, un ouvrage collectif de bande dessinée sur la migration dans les pays africains et arabes.



Paru en Tunisie en 2017, cet ouvrage aborde les conditions de vie difficiles dans lesquelles vivent les migrants et les déplacés des pays subsahariens et des pays arabes en dehors de leur pays d'origine ainsi que les différentes formes de racisme qu'ils subissent.

En dépit de leur style accessible et expressive, ces bandes dessinées inspirent tristesse et douleur. La majorité des dessinateurs

ont incarné les personnages des migrants dans une image de corps sans âmes tout en utilisant le noir et blanc reflétant ainsi l'affliction et le colère qu'ils éprouvent face à cette réalité.

Parmi les titres présentés, *Une vie en suspens* du dessinateur et scénariste libanais, Berag Rima portant sur la violence et le racisme exercés contre les migrants subsahariens dans les pays maghrébins.

Le dessinateur algérien Kamel Zakour et la scénariste Abir El Kasmi présentent, pour leur part, une histoire dramatique sur le destin tragique d'une famille nigérienne qui migre vers le Nord et qui meurt de soif dans le désert.

Le dessinateur et scénariste égyptien Migo, critique, quant à lui, la réalité socio-économique de son pays à travers l'histoire d'une famille égyptienne qui migre clandestinement

vers l'Europe à bord d'une barque. Les textes de publication sont présentés dans une prose poétique en langue arabe. Certains écrivains ont adopté des dialectes locaux comme choix personnel pour faire parvenir leurs messages artistiques.

Le livre est paru aux éditions du Laboratoire 619 Lab619, relevant de l'organisation européenne non gouvernementale Rosa Luxemburg dans le cadre d'une résidence en Tunisie dont l'objectif est la sensibilisation aux problèmes des migrants et réfugiés en se référant à des histoires et témoignages vivants.

Mme Nadia Dahab, dessinatrice franco-tunisienne et membre du Lab619 a rappelé que ce dernier a été créé en 2013 dans le but de faire connaître et promouvoir le 9^e art en Tunisie. **T. M.**

Syndicat des dramaturges et cinéastes d'Oran

Des jeunes réalisateurs honorés

■ Une pléiade de jeunes réalisateurs du théâtre et du cinéma ont été honorés lors d'une cérémonie organisée jeudi soir à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (Ccio).

Dix réalisateurs du 4^{ème} art et trois autres du 7^{ème} art ont été honorés à cette occasion, a indiqué le secrétaire général du syndicat des dramaturges et cinéastes de la wilaya d'Oran, affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta). Cette initiative du syndicat constitue un encouragement pour ces jeunes qui ont réalisé des pièces de théâtre et des films très appréciés dans le pays et à l'étranger, les incitant à davantage d'efforts pour animer le mouvement culturel en Algérie et contribuer à l'enrichissement de la scène artistique, a souligné le metteur en scène, Belfadel Sidi Mohamed.

Ce premier hommage du genre au niveau d'Oran est une manière de reconnaître les oeuvres de ces jeunes réalisateurs durant deux décennies dont certains ont eu des prix nationaux, maghrébins et internationaux, a-t-il déclaré.

Cette initiative est aussi une occasion pour les jeunes honorés de présenter leurs parcours artistiques dans les domaines du théâtre et du cinéma, et exposer leurs projets futurs, a-t-il ajouté, estimant que cet hommage est une reconnaissance appelant à impliquer ces compétences artistiques au grand rendez-vous sportif international que représente les Jeux méditerranéens de 2021.

Dans ce cadre, le syndicat des dramaturges et cinéastes envisage de réaliser une pièce de mime pour participer aux festivités officielles de cette manifestation méditerranéenne, a-t-on appris du secrétaire général du syndicat.

Par ailleurs, il est prévu d'honorer, à l'avenir, d'anciens metteurs en scène en théâtre et cinéma, a annoncé M. Belfadel. **R. C.**

Une exposition sur le 9^e art canadien s'ouvre à Alger

Une exposition retraçant l'histoire du 9^e art au Canada, invité d'honneur du 11^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), s'est ouvert au public mercredi à l'Esplanade Riadh El-Feth.

Intitulée «Moments importants BD québécoise», l'exposition retrace l'historique de cet art populaire dont les premiers «balbutiements» remontent à la fin du XVIII^e siècle avec la publication en 1792 de la plus ancienne BD intitulée *A tous les électeurs*.

Les visiteurs pourront ainsi découvrir, à travers 25 capsules, les moments importants du 9^e art canadien, québécois, notamment ses auteurs, ses personnages et ses éditeurs qui ont façonné la BD dans ce pays d'Amérique du Nord.

L'exposition met en valeur également les bulles francophones dont les premières apparitions remontent au début du XIX^e siècle avec la publication, en 1904, du premier épisode *Aventures de Timothée* de l'illustrateur

québécois, Albéric Bourgeois.

L'architecture de la ville de Montréal, ses rues, ses monuments et ses quartiers figurent dans les cases des dessinateurs, réunis dans un rayon BD intitulé *Montréal en bulles*. L'espace de l'invité d'honneur offre également l'opportunité de découvrir les étapes de la conception de la bande dessinée, en commençant par l'écriture du scénario jusqu'à la diffusion, en passant par l'encrage et la mise en couleur.

Absents pour ce deuxième jour du festival, sept auteurs canadiens devront présenter leurs ouvrages et partager et expériences avec les jeunes auteurs et le public, invités d'autre part à découvrir la BD virtuelle permettant de visualiser des bandes dessinées à travers des images en 3D.

Pour les plus avertis, l'espace met à leur disposition des ouvrages de bandes dessinées, accessibles gratuitement durant ce festival. Par ailleurs, un atelier d'initiation au

dessin, encadré par des auteurs canadiens, est ouvert au niveau de l'espace dédiée à l'invité d'honneur. Présente, la responsable du pavillon, Johanne Desrochers, également directrice du Festival de bande dessinée de Montréal, dit que l'espace offre au public algérien la possibilité de découvrir le 9^e art canadien à travers ses auteurs et leurs ouvrages qui suscitent «l'intérêt, notamment les jeunes». *La femme aux cartes postales* de Jean Paul Eid, *Le guide du mauvais père* de Guy Delisle et *La colère de Fantômas* de Julie Rocheleau ou encore *Nunavik*, un reportage de BD de Michel Hellman sont, parmi les publications proposées au public. Des bédésistes de 17 pays participent au 11^e Fibda qui s'est poursuivi jusqu'à hier à l'Esplanade Riadh El Feth avec au programme des tables rondes et des conférences sur l'histoire et les métiers de la BD en plus des expositions. **R. N.**

Au dernier jour du festival

Grande affluence sur le Cosplay

Une grande affluence de jeunes a été enregistrée en cet avant-dernier jour du 11^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), notamment sur le concours de déguisement Cosplay.

Issus de différentes régions du pays, plusieurs jeunes sont venus assister à ce festival vêtus de costumes de leurs héros de bandes dessinées, de dessins animés et de jeux vidéo japonais à l'instar de *Dabi*, *Kaneki*, *Toshiro Hitsugaya*, *Naruto* et les gangs des *Yakuzas*. Les organisateurs ont consacré, dans le cadre du concours Cosplay, organisé par l'Office national des droits d'au-

teur et des droits voisins (Onda), en collaboration avec les éditions Z-Link, cinq prix critiques. Le premier prix est d'une valeur de 10 millions de centimes, le deuxième et le troisième de 8 millions chacun, le quatrième 6 millions et le cinquième 4 millions de centimes.

Contrairement aux éditions précédentes qui ont connu la participation de 130 concurrents au Cosplay, les organisateurs ont fixé pour cette édition de nouvelles conditions pour accéder au concours dans le but de promouvoir le niveau. Les participants doivent avant confectionner eux-mêmes leurs costumes puis les meilleurs d'entre eux

sont choisis pour participer au concours, selon les organisateurs.

Les concurrents ont défilé ce vendredi avec leurs costumes sur un podium consacré à cet effet. Un jury présidé par l'artiste canadien Patrick Marleau devra choisir samedi les cinq lauréats du concours.

Les espaces de vente d'albums de BD, notamment les Mangas ont connu également un grand engouement de la part des amateurs du 9^e art.

Des jeunes se sont amassés devant les points de vente pour acquérir des costumes, des masques, des armes en plastique et des figurines de leurs

héros préférés, outre des outils de dessin, alors que d'autres ont rejoint les ateliers de dessin pour s'initier à cet art.

Au niveau du stand Canada, invité d'honneur de cette édition, l'exposition réservée à l'histoire de la BD canadienne, notamment dans la région du Québec, a constitué un espace de rencontre et d'échange entre les dessinateurs et le public.

La clôture du 11^e Fibda, ouvert mardi dernier à l'Esplanade de Riadh El Feth, est prévue hier avec au programme la remise des prix des différents concours. **R. H.**

PAROLES DE FEMMES

«L'âge ne vous protège pas des dangers de l'amour. Mais l'amour, dans une certaine mesure, vous protège des dangers de l'âge.»
Jeanne Moreau



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Si vous voulez que j'aime encore, rendez-moi l'âge des amours.»

Voltaire

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Pippa Middleton, à l'hôpital St Mary : un accouchement imminent pour la soeur de Kate Middleton ?

Enceinte de son premier enfant, dont la naissance a été annoncée pour cet automne, Pippa Middleton vient de se présenter à l'hôpital londonien où sa soeur aînée, la duchesse de Cambridge, a accouché de ses trois enfants. Kate Middleton, très bientôt tatie ?

Chez les Middleton, une soeur rentre de congé maternité et l'autre commence le sien, à l'évidence. Alors que Kate Middleton vient de reprendre ses engagements d'altesse royale devant les photographes, mardi 2 octobre, sa soeur cadette Pippa Middleton, enceinte de son premier enfant, a été aperçue avec son époux James Matthews, à l'hôpital St Mary de Londres, dans la soirée de ce vendredi 5 octobre.

C'est dans ce même établissement que la duchesse de Cambridge a mis au monde ses trois enfants, le prince George (le 22 juillet 2013), la princesse Charlotte (le 2 mai 2015) et le prince Louis (ce 23 avril 2018). La première grossesse de Pippa avait d'ailleurs été dévoilée, quelques jours avant la naissance du troisième héritier des époux de Cambridge. La future maman avait confirmé la nouvelle, au mois de juin suivant. Sans toutefois donner une date précise pour son accouchement.

Mariée à James Matthews, très fortuné conseiller en investissement, en mai 2017, la soeur de Kate s'est efforcée de faire profil bas, au cours des derniers mois, même si ses séances de sport ou encore un récent engagement en faveur d'une école pour enfants malentendants n'ont pas échappé aux médias.

Peu avant leur mariage, les époux Matthews se sont installés dans le quartier londonien de Chelsea, à quelques pas du palais de Kensington. Proche de sa soeur Kate, affectivement et physiquement donc, Pippa semble avoir retenu son avis sur l'hôpital St Mary. Vendredi 6 octobre, enveloppée dans une veste en laine et lestée d'un sac assez volumineux comme en attestent des photos publiées par le site du Harper's Bazaar, elle y restée une petite heure, avant d'en ressortir avec son époux James. Fausse alerte ou rendez-vous avec la sage-femme décalé de quelques heures ? Affaire à suivre...



COUPLE

Les cinq règles d'or pour rompre en douceur



Il est gentil et attentionné. Mais avec lui, l'étincelle n'est pas venue ou ne viendra jamais. Il faut alors couper court à votre histoire, sans pour autant briser l'ego de ce garçon qui ne le mérite pas... mode d'emploi pour une séparation sans trop de dégâts.

AMENEZ LE PROGRESSIVEMENT À LA RUPTURE

Même si vous êtes convaincue de l'issue, trop de précipitation dans votre façon de faire n'est pas conseillée. Avant de lui annoncer le fatidique «c'est fini», balisez le terrain en espaçant vos rendez-vous ou vos câlins, en cessant d'employer les «je t'aime», «mon chou-chou» et autres petits mots doux. En bref, montrez-vous moins présente et moins affectueuse. Ce qui le préparera psychologiquement, au moins un peu, à ce que vous allez lui annoncer...

CONSACREZ DU TEMPS À L'AFFAIRE

Même si la tentation est grande de lui balancer la chose par SMS ou entre deux portes avant qu'il ne parte au boulot, n'y cédez pas! Prévoyez un vrai moment, autour d'un café ou d'un repas, donnez à votre futur ex de l'espace pour qu'il puisse exprimer sa tristesse et/ou son ressentiment.

NE VOUS METTEZ PAS EN MODE REPROCHE

Plutôt que d'affirmer que vous le quittez parce que c'est un immature pathologiquement attaché à sa mère ou parce son côté dépressif vous plombe (ce qui n'est pas loin de la vérité), choisissez plutôt de dire que vos sentiments ne sont plus ce qu'ils étaient autrefois. Mais que vous ne regrettez aucun des instants que vous avez passés avec lui.

NE DONNEZ PAS INUTILEMENT DES DÉTAILS BLESSANTS

Évitez de la même manière de lui préciser qu'il n'a été pour vous qu'un mec de transition ou un pansement pour oublier votre ex. Si, de son côté, il ambitionnait de vous emmener devant Monsieur le Maire et de vous faire une tripotée d'enfants, ses rêves pourraient lui exploser d'un coup à la figure et lui faire méchamment mal.

N'EXHIBEZ PAS LE NOUVEL AMOUR DE VOTRE VIE

Et si une tierce personne a motivé cette séparation et même si la personne en question est une sorte d'hybride de Ryan Gosling (pour le physique) et d'Einstein (côté neurones), résistez à l'envie de vous montrer tout de suite à ses côtés. Et de crier votre bonheur sur les toits... Imaginez ce que vous ressentiriez si vous voyiez votre néo-ex parader, le lendemain de votre rupture, avec un sosie d'Eva Mendes à gros QI !



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue 1 Mobilis (9^e journée)

La JSK rate le coche, le NAHD revient de loin

Fédération algérienne de football

Zetchi va présenter ses projets aux membres de l'AG

■ Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheïreddine Zetchi se rendra dimanche à Tlemcen pour présenter aux membres de l'Assemblée générale de l'instance fédérale représentant les régions Ouest et Sud-ouest, les projets des futurs centres techniques fédéraux et des centres techniques régionaux qui seront implantés dans différentes wilayas (Tlemcen, Saïda, El-Tarf, Batna), a indiqué vendredi la FAF.

Une autre réunion est prévue le 13 octobre au niveau du siège de la FAF, à Dely Ibrahim (Alger), et concernera les membres de l'AG du Centre. Enfin, le 18 octobre, ce sera au tour des membres de l'AG de l'Est et du Sud-est d'être conviés à une réunion similaire à Sétif. Par ailleurs, et à l'issue de chaque réunion avec les membres de l'AG, le président de la FAF animera des points de presse où il reviendra, notamment, sur la Direction technique nationale (DTN) et la situation de cette structure qui «poursuit son fonctionnement dans le cadre de la stratégie déjà mise en place par l'instance fédérale».

Pour mémoire, le Directeur technique national Rabah Saâdane a démissionné mercredi soir de son poste qu'il occupait depuis le 15 octobre 2017. L'ancien sélectionneur des Verts a déclaré à la presse que la FAF «s'est moquée de lui» et a «dénigré sa réputation». Saâdane devait se déplacer à Londres avec le sélectionneur national Djamel Belmadi pour prendre part à une conférence organisée par la Fédération internationale de football (Fifa) consacrée à l'évaluation de la Coupe du monde 2018 entre le 22 et le 25 septembre dernier, mais il n'avait pas réussi à avoir son visa pour des raisons inconnues. «J'ai pris toutes les mesures nécessaires pour assister à la conférence de la Fifa à Londres, mais j'ai été surpris d'apprendre que mon visa n'était pas disponible à la dernière minute», a déclaré Saâdane.



Le leader de la Ligue 1 Mobilis de football, la JS Kabylie a été accroché à domicile par l'Olympique de Médéa (1-1), pour le compte de la 9^e journée, alors que le NA Hussein Dey a réussi un incroyable retournement de situation dans le derby algérois, en renversant le Paradou AC (2-1), pour s'emparer provisoirement de la place de Dauphin. Les choses auraient pu se compliquer davantage pour les Canaris, ayant commencé par concéder l'ouverture du score devant Chekrite (55'), avant de se ressaisir et d'arracher l'égalisation par Belaïli (65'), conservant par la même occasion le leadership de la Ligue 1 Mobilis, avec 19 points, alors que l'OM grimpe à la 11^e place, qu'il partage ex-aequo avec le Paradou AC, avec neuf unités pour chaque club. Cependant, les Pacisites auraient pu espérer beaucoup mieux s'ils avaient réussi à préserver le score dans leur derby contre le NA Hussein Dey, car ils avaient commencé par mener (1-0), grâce à Zakaria Naïdji (50'), avant de se faire renverser en toute fin de match. D'abord par Chouiter, qui avait égalisé à la 73', puis par le capitaine Ahmed Gasmi, auteur du but victorieux à la 75'. Un important succès, qui replace le Nasria seul à la deuxième place, avec 16 points, soit à trois

longueurs du leader kabyle, en attendant bien sûr le déroulement des autres rencontres, dont certaines auront un impact sur le podium, notamment, le grand derby algérois, entre l'USM Alger et le MC Alger. Les Rouge et Noir sont en effet troisièmes, avec 15 points, faisant qu'en cas de victoire contre «Le Doyen», ils pourraient dès lors ravir cette fameuse deuxième place au Nasria. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le nouvel entraîneur du MO Béjaïa, Kheïreddine Madoui avait réussi ses débuts à la barre technique des «Crabes», en ramenant une précieuse victoire de son déplacement chez le mal classé, le DRB Tadjenanet (1-2). Le MOB avait pourtant commencé par être mené au score, sur un penalty d'Aribi (45'), avant de déjouer les pronostics, en l'emportant finalement (1-2), grâce à Dehar (48' sp) et Amokrane (55'). Une excellente performance en déplacement, qui propulse les Crabes à la 6^e place du classement général, avec seulement trois longueurs de retard sur le podium. La JS Saoura a également réussi une très bonne opération au cours de cette 9^e journée, en se hissant provisoirement à la 4^e place avec 13 points, après sa victoire contre l'USM Bel-Abbès (3-0). Des réalisations signées Ferhi (5'), Djallit (48' sp) et Bekakchi (90'), qui main-

tiennent l'USMBA à l'avant-dernière place du classement général, avec seulement cinq unités au compteur. Soit, deux de mieux que la lanterne-rouge, le CR Belouizdad, qui a ramené de son côté un bon résultat nul de chez le CS Constantine. Ce sont pourtant les Sanafir qui avaient ouvert le score, par Belkacemi (33'), mais le désir de survie du Chabab a été plus fort, et c'est ce qui lui a permis de revenir dans le match, et d'arracher l'égalisation par Djerrar (74'). Quoique, malgré ce petit exploit chez le club champion d'Algérie en titre, le Chabab reste bon dernier au classement général, et avec la possibilité de se retrouver sans entraîneur dès samedi, car le coach Si-Tahar Chérif El Ouazzani a réitéré sa décision de partir. De son côté, le CA Bordj Bou Arréridj a commencé par souffrir le martyr contre une coriace équipe de l'AS Aïn M'lila, ayant bien résisté pendant 87 minutes avant de s'effondrer littéralement. D'abord devant Diarra, puis devant Mellal, ayant inscrit le but de la victoire à la 89'. Il s'agit du premier succès à domicile pour les Criquets, qui se hissent par la même occasion à la 7^e place du classement général, avec onze unités, alors que l'ASAM reste scotchée à la 10^e place, avec autant de points.

Les Hamraoua pour se relancer

Le MC Oran affronte cet après-midi l'Entente de Sétif dans le dernier match de la 9^e journée de la Ligue 1 Mobilis. Logiquement, les Hamraoua partent avec les faveurs du pronostic d'autant plus qu'ils sont dans une situation qui impose un retour en force pour améliorer le statut de l'équipe qui avait sombré lors des précédentes journées. Toutefois, cela ne sera pas facile face à une équipe de l'ES Sétif décidée qui désire aussi se reprendre après la défaite en Ligue des champions d'Afrique face au Ahly du Caire. L'Aigle Noir sait ce qui l'attend et en même temps souhaite se relancer dans la course au titre, et c'est pour cela qu'il se donnera à fond pour remporter un maximum de points.

Imad M.

Les résultats :

NAHD- P AC	2-1
DRBT- MOB	1-2
CSC -CRB	1-1
CABBAj -ASAM	2-0
JSK-OM	1-1
JSS- USMBA	3-0

Ligue 2 (9^e journée)

L'ESM et le RCK se neutralisent

■ L'ES Mostaganem s'est provisoirement emparée de la troisième place au classement général de la Ligue 2 Mobilis de football, malgré son nul à domicile contre le RC Kouba (1-1), concédé vendredi en ouverture de la 9^e journée. Les choses avaient pourtant bien démarré pour l'ESM qui a ouvert le score à la 33^e minute par Amrani, mais sa joie a été de courte durée, puisque les Algérois ont réussi à arracher l'égalisation dans le temps additionnel de la première mi-temps grâce à

Benamar (45e+2). Un point qui vaut de l'or pour le Raed, car il lui permet de revenir à seulement deux longueurs de la JSM Béjaïa, provisoirement le premier club non relégable. Une joie qui contraste cependant avec le désarroi de l'ESM, qui, en cas de victoire sur le RCK, aurait pu s'emparer seule de la deuxième place au classement général. Mais ayant finalement concédé le nul à domicile, elle se contente provisoirement de la troisième place, avec 14 unités.

CR Belouizdad

Chérif El Ouazzani: "En principe, c'était mon dernier match"

■ L'entraîneur du CR Belouizdad, Si-Tahar Chérif El Ouazzani a réitéré vendredi sa décision de quitter les commandes techniques des Rouge et Blanc, en dépit de l'insistance des dirigeants pour le garder après le bon nul (1-1) chez le CS Constantine, pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1 Mobilis de football. «En principe, le match contre le CS Constantine était mon dernier en tant qu'entraîneur en chef du CR Belouizdad. J'avais annoncé mon départ il

y'a déjà une semaine et ma décision est irrévocable» a insisté l'ex-milieu récupérateur international dans sa déclaration d'après match. Le week-end dernier, Chérif El Ouazzani avait annoncé sa démission, juste après la défaite à domicile contre le MC Oran (0-1), considérant «avoir échoué» dans sa mission de «redresser la situation du club», toujours lanterne rouge, avec seulement trois unités au compteur, et cinq longueurs sur le premier club non relégable. «J'espère

que mon départ provoquera le déclic tant espéré chez les joueurs, ce qui aidera mon successeur à réussir un meilleur parcours» avait ajouté le vainqueur de la dernière édition de la coupe d'Algérie avec l'USM Bel-Abbès, assurant qu'il a pris cette décision «en plaçant l'intérêt du CRB au-dessus de toute considération». Chérif El Ouazzani s'est dit «heureux» après le nul obtenu chez le CSC, mais selon lui, «ce bon résultat», qui met fin à une série noire de quatre

défaites consécutives «ne change rien» à sa décision de rendre le tablier. «Ce nul devrait remonter le moral aux joueurs, et c'est une bonne chose pour mon successeur, qui plus ou moins débutera dans de bonnes conditions» a-t-il poursuivi. Reste à savoir si la direction du CRB parviendra à lui faire changer d'avis une deuxième fois, elle qui a réussi à la maintenir en poste pendant une semaine supplémentaire et même à diriger l'équipe contre le CSC.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Turquie

Interpellation de 88 personnes pour liens avec le PKK

Les autorités turques ont interpellé 88 personnes pour leurs liens présumés avec l'organisation séparatiste du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, hors la loi), a annoncé vendredi le ministère de l'Intérieur. L'opération, qui a touché sept provinces, a été lancée pour déjouer d'éventuelles attaques à l'occasion du quatrième anniversaire de manifestations kurdes, qui s'étaient soldées par des dizaines de victimes à travers le pays, a précisé le ministère.

Les manifestations des 6 et 7 octobre 2014 avaient pour origine la demande des Kurdes de Turquie d'une intervention pour que les autorités turques protègent de l'Etat islamique les habitants de la ville kurde syrienne de Kobani.

Mercredi, sept soldats turcs ont été tués et trois autres blessés dans l'explosion d'une bombe télécommandée par des activistes kurdes, sur une route de la province de Batman, dans le sud-ouest de la Turquie, a-t-on déclaré de source proche des services de sécurité.

Reuters

Syrie

Paris met en garde Moscou contre un risque d'escalade

La décision de la Russie de livrer des batteries de défense anti-aériennes S-300 à l'armée syrienne « contribue à entretenir le risque d'escalade militaire », a déclaré vendredi le ministère français des Affaires étrangères. Les autorités russes ont annoncé fin septembre leur intention de renforcer la défense antiaérienne syrienne à la suite de la destruction par erreur d'un avion de reconnaissance russe près de Lattaquié, en Syrie, qui a fait 15 morts. Les livraisons se sont achevées cette semaine. « Dans un contexte de tensions régionales, la livraison de tels équipements par la Russie contribue à entretenir le risque d'escalade militaire et à éloigner la perspective d'un règlement politique de la crise syrienne », a déclaré la porte-parole du Quai d'Orsay, Agnès Von Der Mühl.

Reuters

Yémen

Un dirigeant du parti Islah assassiné par des inconnus

Des inconnus armés ont ouvert le feu et assassiné un membre dirigeant du parti des Frères musulmans (Islah) vendredi soir dans la province d'Al-Dhalea, au sud du Yémen, selon un responsable des services de sécurité yéménites cités par l'agence Chine nouvelle. A bord d'une motocyclette, les inconnus ont ouvert le feu avec des armes équipées de silencieux et ont tué un membre dirigeant des Frères musulmans et homme politique dans la province d'Al-Dhalea, a indiqué une source proche des services de sécurité locaux, sous couvert d'anonymat. L'homme politique a été tué dans sa voiture après avoir été criblé de balles par les deux assaillants masqués, a indiqué la même source. L'identité des assaillants et leurs motivations ne sont pas encore connues mais l'enquête est en cours. Les témoins ont déclaré que les assaillants masqués s'étaient enfuis après avoir assassiné ce membre dirigeant du parti Islah.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Batna

Trois abris pour terroristes contenant des denrées alimentaires détruits



Trois abris pour terroristes contenant des denrées alimentaires ont été détruits jeudi à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et suite à une opération de recherche et de ratissage, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 4 octobre 2018, trois abris pour terroristes contenant des denrées alimentaires à Beni Fedhala, dans la wilaya de Batna/5 RM », a précisé la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et lors d'opérations distinctes à Tamanrasset/6^{ème} RM El Oued et Biskra/4^{ème} RM des détachements combinés de l'ANP ont intercepté trois contrebandiers et saisi quatre véhicules tout-terrain, 18 400 comprimés de psychotrope, un camion de forage, six détecteurs de métaux, 10 groupes électrogènes, marteaux-piqueurs, deux téléphones satellitaires, 2 330 litres de carburant, 732 unités de différentes boissons ainsi que des outils d'orpaillage. Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale à Aïn Guezam/6^{ème} RM ont intercepté 28 contrebandiers et saisi 28 tracteurs avec remorques et une quantité considérable de 33 200 litres de carburants, alors que des éléments des Gardes-frontières ont mis en échec des tentatives de contrebande de 8 537 litres de carburant à Souk Ahras, Tébéssa et El Tarf/ 5^{ème} RM, tandis que des détachements de l'ANP et des éléments des gardes-frontières ont saisi à Tlemcen, Alger, Djelfa et Chlef, 261 kg de kif traités ainsi que 2 321 comprimés de psychotropes.

Dans un autre contexte, neuf immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Laghouat, Naâma et Béchar.

Reda A.

Partenaire indéfectible du football algérien

Ooredoo devient le sponsor officiel de l'Entente sportive de Sétif

Fidèle à son statut de partenaire indéfectible du football national, Ooredoo a signé, jeudi 4 octobre 2018 au niveau de son siège sis à Alger, une convention de sponsoring avec l'Entente sportive de Sétif (ESS). La convention de ce partenariat stratégique a été paraphée par le président de la SSPA Entente sportive de Sétif, M. Hassan Hammar et le directeur général de Ooredoo, M. Abdullatif Hamad Dafallah, en présence de l'encadrement technique et administratif de l'ESS ainsi que des cadres de Ooredoo.

S'exprimant à cette occasion, le président de l'Entente sportive de Sétif, M. Hassan Hammar, a déclaré : « Nous sommes ravis de conclure ce partenariat avec l'entreprise Ooredoo qui jouit d'une expérience inédite et réussie dans le soutien au football national. Notre alliance avec Ooredoo aura, j'en suis convaincu, des retombées positives sur notre club et nous confortera dans notre ambition d'accomplir une saison sportive réussie et enri-

chir notre palmarès. Je remercie Ooredoo pour son engagement avec notre club ».

Pour sa part, le directeur général de Ooredoo, M. Abdullatif Hamad Dafallah a déclaré : « Nous sommes heureux de sceller ce partenariat avec l'illustre club de l'Entente sportive de Sétif qui porté très haut les couleurs de l'Algérie grâce à un palmarès riche en consécration nationales et internationales. Cette convention vient confirmer notre tradition de soutien au football national et s'inscrit dans notre stratégie d'encouragement des jeunes générations de footballeurs algériens. En mon nom et au nom de Ooredoo, je souhaite la bienvenue à l'ES Sétif dans la famille sportive de Ooredoo tout en lui espérant du succès et de la réussite et d'aller Inchallah le plus loin possible dans les différentes compétitions nationales, régionales et internationales. Ooredoo est fière de défendre les valeurs de fair-play et d'être au service du football algérien ».

ACTU...

Palestine

Israël réduit la zone de pêche de Ghaza

Les autorités d'occupation israélienne ont réduit samedi la zone de pêche de Ghaza, en Palestine, ont rapporté des médias.

La zone de pêche accessible aux Palestiniens de Ghaza sera réduite à 6 miles marins (11 km), contre 9 miles actuellement (16,5 km), selon ces médias.

Le contrôle de l'étendue des zones de pêche de la bande de Ghaza fait partie du blocus économique imposé par Israël à l'enclave palestinienne depuis plus d'une décennie.

Cette réduction de la zone de pêche intervient au lendemain de la mort de trois Palestiniens par des tirs israéliens qui ont également fait 376 blessés, dont 126 par balles, selon le ministère de la Santé. Ces Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation lors de la répression d'une manifestation de protestation. Cette protestation est la dernière en date d'une mobilisation en cours depuis plusieurs mois dans le territoire palestinien occupé. Au moins 198 Palestiniens ont été tués depuis le début de la mobilisation, le 30 mars, contre le blocus israélien. Les manifestants réclament aussi le droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés en 1948.

Reda A.

Ghardaïa

Un enfant porté disparu, retrouvé sain et sauf

Un enfant de 10 ans, originaire de Ghardaïa, porté disparu le 28 septembre dernier, a été retrouvé jeudi sain et sauf à Ouargla, (200 km du domicile parental), indique hier un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya. L'enfant répondant aux initiales M.K, âgé de 10 ans, n'a pas donné signe de vie depuis vendredi dernier lorsqu'il était sorti jouer dans son quartier, Hadj Messaoud (Ghardaïa), selon la même source. Suite à cette disparition, le procureur de la République près le tribunal de Ghardaïa a déclenché le plan d'alerte relatif aux cas de disparition d'enfants et les services de la Sûreté ont été mobilisés pour la recherche de l'enfant, a-t-on ajouté. M.K a été retrouvé aux environs de la ville de Ouargla, sain et sauf, par les services de la Sûreté de la wilaya de Ouargla, a-t-on précisé. T. L.

Tunisie

L'état d'urgence prolongé d'un mois

La présidence tunisienne a annoncé vendredi la prolongation jusqu'au 6 novembre de l'état d'urgence en vigueur en Tunisie depuis une série d'attaques terroristes sanglantes en 2015.

Sans donner d'explications sur les raisons de cette prolongation, la présidence indique que le chef de l'Etat, Béji Caïd Essebsi, a pris cette décision à la suite d'un entretien avec les ministres de la Défense et de l'Intérieur. Ils ont parlé de « la situation sécuritaire et militaire dans le pays et sur les frontières », précise la présidence dans un communiqué. Selon la même source, le président tunisien a également consulté le Premier ministre, Youssef Chahed. L'état d'urgence avait été proclamé dans tout le pays le 24 novembre 2015 après un attentat terroriste contre un bus de la sécurité présidentielle en plein Tunis, qui avait fait 12 morts. L'année 2015 avait été aussi marquée par deux autres attentats sanglants contre des touristes au Musée du Bardo à Tunis et dans une zone touristique de Sousse (est) qui avaient fait au total 60 morts (59 touristes et un policier).

Reda A.